ISSN 1622 – 4599

Horizons et débats
Case postale 247,
CH-9602 Bazenheid
Tél: +41 44 350 65 50
Telefax: +41 44 350 65 51
www.horizons-et-debats.ch

CCP 97-748485-6

Horizons et débats

17 décembre 2024
23e année
No 26

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Pétition à l'Assemblée générale des Nations unies

Près de 600 scientifiques et experts internationaux demandent qu'Israël soit exclu de l'Assemblée générale de l'ONU

A l'attention de Son Excellence M. Guterres, Secrétaire général des Nations unies

Votre Excellence,

Par la présente, je souhaite attirer votre attention sur une pétition signée par 599 éminents universitaires et experts dans des domaines tels que le droit international, l'étude des conflits et les sciences politiques. Cette pétition demande à l'Assemblée générale des Nations unies d'envisager de retirer le siège d'Israël dans l'Assemblée générale des Nations Unies pour cause de violations persistantes du droit international et de mépris des résolutions des Nations unies, en particulier celles concernant les droits et l'autodétermination du peuple palestinien.

La pétition souligne le non-respect de longue date par Israël des principales résolutions de l'ONU, notamment 181 (1947), 194 (1948) et de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, ainsi que son mépris constant des ordonnances et des avis consultatifs de la Cour internationale de justice, dont le plus récent a été rendu en juillet 2024. A la lumière de ces violations, les signataires appellent l'ONU à prendre des mesures significatives pour faire respecter les principes de sa Charte et maintenir l'intégrité du système juridique international.

Nous pensons que la destitution d'Israël de l'Assemblée générale, semblable aux mesures prises contre le gouvernement d'apartheid d'Afrique du Sud en 1974, soulignerait l'engagement de l'ONU en faveur de la justice, des Droits de l'Homme et du droit international.

La pétition ci-jointe fournit un contexte juridique et historique complet pour cette demande. Nous vous demandons respectueusement de l'examiner, de la faire circuler parmi les Etats membres et les organes compétents de l'ONU, et d'envisager la mise en œuvre des mesures urgentes qui y sont proposées.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette question cruciale.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pino Arlacchi

Secrétaire général adjoint des Nations unies (1997–2002), par e-mail du 25 novembre 2024

Pétition

En tant qu'universitaires et spécialistes du droit international, des relations internationales, de l'étude des conflits, de la politique et de l'étude des génocides, nous appelons l'Assemblée générale des Nations unies et ses Etats membres à exclure l'Etat d'Israël de l'Assemblée dès que possible afin de sauvegarder la crédibilité et la légitimité de la Charte des Nations unies et de l'ordre juridique international. Israël a pratiqué une politique de défiance et d'irrespect à l'égard des Nations unies et du système juridique international. Son attitude réfracteire est notoire depuis son mépris du droit au retour des Palestiniens, inscrit dans la résolution 194 (III) (1948), et de la souveraineté de l'Etat palestinien, inscrite dans la résolution 181 (II) (1947). Lors de l'admission d'Israël aux Nations unies par la résolution 273 (III) (1949), les représentants israéliens se sont engagés à respecter ces résolutions, considérées comme faisant partie des conditions d'admission par les autres Etats et les représentants des Nations unies.

Au fil des décennies, Israël a continué d'afficher son mépris pour les résolutions de l'Assemblée générale ainsi que pour l'Avis consultatif de 2004 de la *Cour internationale de justice* (CIJ) appelant Israël à respecter le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et condamnant l'annexion et la colonisation du territoire palestinien occupé (TPO). Comme le souligne le récent Avis consultatif de la CIJ, Israël a systématiquement entravé les droits du peuple palestinien à l'autodétermination et au retour, en violation des résolutions susmentionnées. Israël a également bafoué à plusieurs reprises de multiples résolutions du Conseil de sécurité, ce qui constitue en soi une violation de l'article 25 de la Charte des Nations unies. Conformément à l'article 6 de la Charte des Nations unies, l'Assemblée générale, sur recommandation du Conseil de sécurité, est en droit d'expulser Israël en raison de ses violations persistantes des principes de la Charte des Nations unies.

Lors de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le 27 septembre 2024 à New York, de nombreuses délégations ont quitté la salle en signe de protestation lorsque Benjamin Netanyahou a été appelé à prononcer son discours. (photo capture d'écran)

Israël enfreint systématiquement ses obligations envers les Nations unies, en violation répétée des protections accordées aux organes de l'ONU tels que l'UNRWA et la FINUL. Israël a notamment causé la mort de personnels de l'ONU dont il a bombardé les installations. En outre, il refuse résolument de collaborer avec les mécanismes de l'ONU en empêchant les visites du secrétaire général de l'ONU, des rapporteurs spéciaux de l'ONU et de la commission d'enquête indépendante de l'ONU, entre autres. Dans les couloirs de l'ONU, Israël ne cesse de multiplier les déclarations diffamatoires à l'encontre de l'organisation. Ces actions témoignent d'un mépris total pour les systèmes de l'ONU et sont contraires au droit international. Le déni systématique par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et l'impitoyable appropriation des terres palestiniennes ont conduit à une situation critique du point de vue historique, dans laquelle l'Etat israélien poursuit le génocide et le nettoyage ethnique contre les Palestiniens avec une vigueur et une détermination impitoyables et sans précédent. L'existence même du peuple palestinien dépend de la fin de l'impunité israélienne et de la concrétisation de son droit à contrôler son propre destin politique, social et économique. En outre, la gravité des infractions commises par Israël a soulevé de sérieuses questions quant à la légitimité du système juridique international dans son ensemble, menaçant ainsi son intégrité.

L'Assemblée générale et ses Etats membres peuvent et doivent immédiatement prendre des mesures significatives sur les deux fronts – le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et l'intégrité du système juridique international – en écartant le gouvernement israélien de l'Assemblée, conformément à la compétence de l'Assemblée d'approuver les pouvoirs des délégations des Etats membres. La destitution de la délégation d'un Etat est certes une action exceptionnelle. Dans ce cas, elle est pourtant fondée sur un précédent – l'exclusion du gouvernement sud-africain pro-apartheid de l'Assemblée générale, en 1974 – et de droit. Il y a cinquante ans, l'Assemblée générale a exercé, en vertu des règles de validation des pouvoirs, son autorité pour destituer la délégation sud-africaine, concluant que le gouvernement n'était pas représentatif et donc illégitime parce qu'il n'assurait pas la représentation de sa population noire autochtone. Même si les pratiques d'apartheid de l'Afrique du Sud étaient au cœur de cette décision, la destitution de la délégation sud-africaine était également implicitement fondée sur le droit à l'autodétermination, qui était refusé à la population noire du pays en raison de la nature même de l'apartheid.

Comme l'a démontré l'Avis consultatif de la CIJ du 19 juillet 2024 concernant les conséquences juridiques des politiques et pratiques d'Israël dans les TPO, les arguments en faveur de la destitution du gouvernement israélien pour manque de représentativité sont tout aussi solides que dans le cas de l'Afrique du Sud, si non pas de pertinence accrue même. Comme le concluait cet avis consultatif, l'Assemblée générale et ses Etats membres ont l'obligation juridique de faire respecter le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, puisqu'il s'agit d'un droit relevant à la fois du *jus cogens* que *erga omnes* (donc du droit contraignant et absolu). En parvenant à cette conclusion, l'avis consultatif ouvre la voie, d'un point de vue juridique, à l'utilisation de la procédure d'accréditation de l'Assemblée générale afin que ces obligations soient respectées.

Nous tenons à saluer les mesures que l'Assemblée générale et ses Etats membres ont déjà prises pour s'acquitter des responsabilités qui leur incombent en vertu de cet avis consultatif. Plus particulièrement, le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale a adopté une résolution appelant Israël à se conformer à l'avis consultatif dans un délai maximum de douze mois en «mettant fin sans délai à sa présence illégale dans les territoires palestiniens occupés» et en cessant «de faire obstacle à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination», entre autres. La résolution appelle également «tous les Etats, l'Organisation des Nations Unies et ses agences et organisations spécialisées, ainsi que les organisations régionales, à soutenir et à aider le peuple palestinien à exercer rapidement son droit à l'autodétermination et à prendre activement des mesures pour assurer la pleine application de son Avis consultatif ainsi que de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies».

Nous appelons l'Assemblée générale et ses Etats membres à poursuivre la «pleine mise en œuvre de l'Avis consultatif» et la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination en prenant immédiatement toutes les mesures nécessaires pour destituer le gouvernement israélien de l'Assemblée générale.

Permettre à Israël de maintenir sa participation à l'Assemblée générale alors que ce pays commet de graves infractions qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, en violation des principes de la Charte des Nations unies, aggrave la crise de légitimité de l'ordre juridique international. La destitution de l'Etat d'Israël, en revanche, démontrerait que l'Assemblée générale, et plus largement les Nations unies, restent déterminées à défendre et à protéger les droits et les principes sur lesquels les Nations unies ont été fondées il y a près de quatre-vingts ans.

Face à la deuxième année du génocide israélien en cours, face à la cinquante-septième année de l'occupation par Israël de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et à la soixante-seizième année de l'expulsion et du nettoyage ethnique par Israël de centaines de milliers de Palestiniens de la Palestine historique – la destitution d'Israël de l'Assemblée générale permettrait à l'Assemblée et à ses Etats membres non seulement de se conformer à leurs obligations juridiques, comme le souligne l'Avis consultatif de la CIJ, mais également de remplir ses responsabilités envers la façon dont Israël a depuis longtemps annihilé toute possibilité d'épanouissement humain et de liberté pour les Palestiniens. Cette action représenterait donc un pas important vers la protection et la libération du peuple de Palestine. •

Source: *https://law4palestine.org/petition-to-the-un-general-assembly-unseating-israel-is-the-only-way-to-preserve-the-integrity-of-the-international-legal-system/ et https://braveneweurope.com/why-more-than-500-scholars-think-israel-should-be-unseated-from-the-un*; les noms de près de 600 signataires sont indiqués dans la source.

Autres documents pertinents:

Avis consultatif de la Cour internationale de justice CIJ:

https://www.icj-cij.org/case/131 (2004)

https://www.icj-cij.org/case/186 (2024)

Résolution de l'Assemblée générale du 18 septembre 2024:

https://news.un.org/en/story/2024/09/1154496

(Traduction *Horizons et débats)*

La Russie et les oligarchies occidentales

Mille petits pas vers la paix

par Karl-Jürgen Müller

Il y a presque 20 ans, du 2 au 4 septembre 2005, le groupe de travail «Mut zur Ethik» a placé son congrès annuel sous le thème «Que faut-il pour plus de paix dans le monde?». Plus de 50 experts du monde entier avaient discuté avec plusieurs centaines de participants de la question aux multiples facettes consistant à nommer les conditions à réunir pour plus de paix dans le monde. En feuilletant les 500 pages des actes du congrès[1], on se rend compte dès la table des matières: premièrement, que la question de ces conditions englobe presque tous les domaines de la vie et de la politique. Et deuxièmement, que nous sommes aujourd'hui encore bien plus éloignés de la paix qu'à l'époque. Pourtant, l'année 2005 et les années précédentes n'avaient pas été pacifiques du tout, avec la guerre de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, celle de l'OTAN contre l'Afghanistan depuis 2001, et celle de la «coalition des volontaires» dirigée par les Etats-Unis contre l'Irak depuis 2003, tous trois des conflits contraires au droit international.

A cette époque déjà, on voyait que les oligarques occidentaux n'avaient aucun scrupule à utiliser les moyens de pouvoir à leur disposition pour étendre et imposer leur volonté de domination. Et que cette volonté de domination des oligarques s'étendait à tous les domaines de la vie et de la politique, de la remise en question de la famille à l'utilisation la plus brutale des armes dans des guerres contraires au droit international.

J'utilise ici le terme «oligarque» en référence à l'historien et anthropologue français *Emmanuel Todd* qui, dans son livre «La Défaite de l'Occident» (2024, ISBN 978-3-86489-469-5), parle d'«oligarchies libérales» en se référant aux Etats occidentaux. Selon leurs constitutions, ces Etats seraient certes des démocraties libérales, mais dans la réalité, il s'agirait depuis de nombreuses années de systèmes dans lesquels la vie économique, sociale et politique est largement déterminée par seulement quelques puissants. La «libéralité» existerait surtout vis-à-vis des minorités: les quelques très riches et tous les «woke». Il oppose à cela le terme de «démocratie autoritaire» pour la Russie, car le pays est certes dirigé de manière centralisée, mais cette direction aurait à cœur les intérêts des citoyens du pays.

La contradiction de Poutine et ses conséquences

Moins d'un an et demi après ce congrès «Mut zur Ethik», la gouvernance occidentale a connu une contradiction publique significative, lors du discours du président russe *Vladimir V. Poutine* à la Conférence de Munich sur la sécurité, début février 2007.[2]

Jusqu'en 2007, la politique occidentale avait misé sur une domination rampante sur la Russie, sans participation ouverte à un conflit. Les chapitres consacrés à la Russie dans le livre de *Zbigniew Brzezinski* traduit de l'anglais «Le Grand échiquier: l'Amérique et le reste du monde»[3] en témoignent de manière éloquente. La recherche d'une telle domination existe depuis la fin de la guerre froide; elle s'étend du contrôle direct de la politique russe par des émissaires américains à Moscou jusqu'à l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, la dénonciation de traités de désarmement et les projets de déploiement de positions dites de «défense» antimissile en Europe de l'Est, en passant par l'appauvrissement ciblé du peuple, le pillage des matières premières russes et le soutien dissimulé de forces séparatistes (par exemple lors des deux guerres de Tchétchénie).

Après 2007, on est passé à la confrontation ouverte, surtout sous la forme de sanctions et de guerres par procuration: en 2008 par exemple, avec l'échec lamentable en Ossétie du Sud. La guerre qui a débuté en 2014 dans l'est de l'Ukraine et l'escalade de février 2022 s'inscrivent tout à fait dans cette ligne. Il existe de nombreuses preuves qui démontrent que l'Occident a provoqué cette guerre afin d'isoler la Russie sur le plan international, de la ruiner économiquement et de lui infliger une «défaite stratégique» décisive permettant de procéder à un changement de régime et peut-être même de morceler le pays en de nombreuses parties ingouvernables mais faciles à exploiter, à l'instar des plans de «réaménagement» de l'Asie occidentale.[4]

Il n'a jamais été question que de l'Ukraine

Il n'a donc jamais été question uniquement de l'Ukraine et encore moins de son sort, mais des intérêts fondamentaux d'oligarques occidentaux. Cela explique la violence de la guerre en Ukraine («jusqu'au dernier Ukrainien») et l'escalade occidentale ininterrompue, nourrie de récits agressifs sur sa propre innocence et son rôle de victime.[5] La «Déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de la Pologne et du Royaume-Uni à Varsovie» et la «Résolution du Parlement européen sur le renforcement du soutien indéfectible de l'UE à l'Ukraine contre la guerre d'agression menée par la Russie et la coopération militaire croissante entre la Corée du Nord et la Russie» en sont des illustrations actuelles exemplaires.[6] Cela explique également la grande méfiance russe vis-à-vis des récents discours occidentaux sur un cessez-le-feu.

Avec la défaite qui menace désormais dans la guerre par procuration ukrainienne, les plans occidentaux à long terme risquent d'échouer. Mais la volonté de puissance des oligarques occidentaux est toujours intacte. Le 27 novembre, dans une interview vidéo[7], l'ancien colonel de l'armée américaine *Douglas Macgregor* a parlé d'ignorance et d'arrogance en évoquant l'attitude des responsables américains actuels, mais aussi à venir, qui ont conduit le monde au bord d'une troisième guerre mondiale. Et il est à craindre que l'évolution actuelle en Syrie donne un nouvel élan aux bellicistes occidentaux.

Discours de trêve sous la loupe

Les appels officiels occidentaux à un cessez-le-feu, que l'on entend désormais de plus en plus, doivent donc être examinés de très près. Où voit-on un intérêt réel pour une issue au conflit en Ukraine et un accord entre partenaires de négociation égaux? Où est-il question de créer les bases d'un ordre sécuritaire en Europe qui respecte les intérêts de tous les Etats européens en matière de sécurité? Les oligarques américains sont-ils vraiment prêts à mettre fin à des décennies de *pax americana* pas du tout pacifique? Où reconnaissons-nous une tromperie qui doit servir à dissimuler l'échec manifeste des efforts de guerre occidentaux et à miser à long terme sur la guerre ou la poursuite de la domination occidentale?

Si l'on examine par exemple les nouvelles propositions de *Volodimir Zelenski,* mais aussi celles de *Kellogg,* le futur émissaire pour l'Ukraine nommé par *Donald Trump,* la balance penche encore vers la tromperie.

Mettre fin à la guerre, mais comment?

Pour les soldats sur le front en Ukraine, pour les habitants du pays, en Europe et dans le monde en général, ce serait une bénédiction de déposer les armes, et le plus tôt serait le mieux. A l'attention de l'Occident, il faut toutefois ajouter: La politique russe n'est certes pas une politique du tout ou rien. Mais les responsables du pays savent ce qu'ils veulent, et ils savent aussi ce qui motive les oligarques occidentaux. La Russie agit à visage découvert. Le pays n'acceptera pas de compromis boiteux. Et ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la Russie.

Oui, la Russie démontre actuellement aussi sa supériorité militaire! Mais les oligarques de l'Occident comprennent-ils, jusqu'à présent, un autre langage?

La Russie insistera sur sa *conditio sine qua non:* une Ukraine qui ne représente plus de danger de guerre pour la Russie. Une Ukraine qui renonce à sa revendication sur les territoires où la population a choisi ou choisit majoritairement la Russie. Une Ukraine qui ne fait pas partie d'une alliance militaire dirigée contre la Russie, que ce soit officiellement ou autrement. Une Ukraine qui cesse de discriminer les citoyens russophones. Il ne peut y avoir de paix que si le cessez-le-feu est suivi d'un ordre sécuritaire durable.

Au démarrage de véritables efforts diplomatiques en vue d'une solution de paix, les objectifs des partenaires de négociation ne seront pas identiques. Il est probable que le partenaire occidental poursuive au début des négociations des objectifs très différents de ceux du partenaire russe. Ce n'est pas une tragédie. Mais si l'ignorance et l'arrogance persistent, il n'y aura pas de solution négociée.

Il faut se débarrasser de l'image hostile de la Russie

L'agitation anti-russe de ces dernières années en Ukraine, comme dans presque tous les pays occidentaux, a empoisonné les relations entre l'Occident et la Russie. Cela ne pourra pas être guéri par une armistice ou un accord de paix. Mais l'exemple de l'histoire franco-allemande montre qu'il ne doit pas en résulter une hostilité éternelle. Si les responsables occidentaux se tournent vraiment vers la paix, cela aurait tout de même un effet notoirement apaisant.

La paix serait toutefois encore mieux servie si les citoyens des Etats occidentaux (re)faisaient de leurs pays de véritables démocraties libérales, en agissant par petits pas successifs.•

---

1 Verlag Menschenkenntnis (éd.): *Mut zur Ethik. Was braucht es für mehr Frieden auf der Welt? XIII. Kongress vom 2. bis 4 September 2005 in Feldkirch/Vorarlberg*, Zurich 2006, ISBN 3-906989-57-7

2 En traduction allemande, par exemple sur *https://www.infosperber.ch/wp-content/uploads/2017/02/Putin-Muenchen-Rede-2007.pdf*

3 *Brzezinski, Zbigniew. Die einzige Weltmacht. Amerikas Strategie der Vorherrschaft. Frankfurt a.M. 1999, p. 130ff.*

4 *V. par exemple: Kurt O. Wyss. Die gewaltsame amerikanisch-israelische «Neuordnung» des Vorderen Orients. Aarau 2022, ISBN 978-3-033-09019-4*

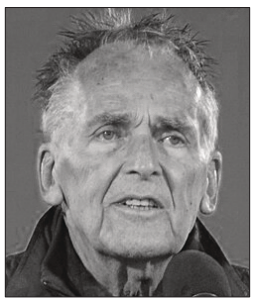
5 Les récits de l'innocence et de la victime sont également très répandus, en particulier dans les Etats d'Europe centrale et orientale qui faisaient partie de l'ancienne zone d'influence de l'Union soviétique. Les peuples de ces Etats ont été victimes de la politique soviétique, surtout après la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, caractériser la politique russe de politique soviétique revient à contourner les faits historiques. Cela sert avant tout la propagande anti-russe. La Russie d'aujourd'hui n'est pas une nouvelle Union soviétique.

6 *https://www.auswaertiges-amt.de/de/newsroom/2685616-2685616* du 19/11/24; décision du Parlement européen traduite en allemand: *https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-10-2024-0191_DE.html* du 26.11.2024; voir aussi le commentaire du député européen sur la décision du Parlement européen *Michael von der Schulenburg* sur *https://www.nachdenkseiten.de/?p=125590* du 2/12/24

7 *https://www.youtube.com/watch?v=gVshqS0UvXE*

«Quel monstre belliqueux avons-nous créé avec l'UE?»

*par Michael von der Schulenburg**



Michael von der Schulenburg (photo mad)

Le 28 novembre, le Parlement européen a adopté une nouvelle résolution au titre martial: «Renforcer le soutien indéfectible de l'UE à l'Ukraine à l'encontre de la guerre d'agression de la Russie et de la coopération militaire croissante entre la Corée du Nord et la Russie.» Cette résolution a été adoptée par une majorité composée de conservateurs, socialistes, libéraux et Verts. Les revendications qu'elle énonce glaceraient le sang, même celui d'un observateur neutre. En juillet dernier déjà, le Parlement avait adopté une résolution appelant de fait à déclencher une guerre totale contre la Russie. Mais cette nouvelle résolution va encore plus loin – c'est pratiquement un appel à la troisième guerre mondiale.

Le Parlement européen y déclare qu'en aucun cas les menaces de la Russie de riposte nucléaire à toute attaque ne dissuaderaient l'UE de continuer à soutenir militairement l'Ukraine. Et la Résolution se fait plus concrète: elle demande la livraison immédiate d'avions de combat et de missiles de croisière à longue portée, y compris les missiles de croisière *Taurus*. Il est à noter que la Résolution ne prévoit aucune restriction quant à l'utilisation de ces armes –c'est donc la Russie tout entière qui pourrait être prise pour cible.

Le rapport fait l'éloge de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, qui ont déjà autorisé leurs missiles de croisière (*SCALP, Storm Shadow* et *ATACMS)* à être utilisés pour attaquer le territoire russe. La résolution ne mentionne pas non plus la nécessité de faire opérer ces systèmes d'armements hautement sophistiqués par des soldats de l'OTAN, ce qui impliquerait donc une participation directe de l'OTAN à la guerre en Ukraine. De même, il n'est pas fait mention des réactions possibles de la Russie à une telle escalade.

Aucune mention non plus du risque présenté par une attaque directe de l'OTAN contre la Russie, susceptible de déclencher une troisième guerre mondiale et éventuellement un conflit nucléaire.

De même, on ne parle ni du fait qu'une telle guerre se déroulerait inévitablement sur le sol européen, ni des conséquences désastreuses qu'elle aurait pour les Européens. D'ailleurs, pourquoi le ferait-on ? Les députés du Parlement européen évoluent dans une bulle protégée qui semble avoir depuis longtemps coupé tout lien avec la réalité en dehors de leur institution.

La résolution de 13 pages se lit comme une liste d'accusations, de menaces, de demandes de livraison d'armes et de munitions, de demandes d'augmentation des fonds pour la guerre et d'appels à de nouvelles sanctions. Mais il y a un point qui fait totalement défaut: une approche débouchant sur une solution pacifique du conflit. Pas une seule phrase qui soit consacrée à des démarches diplomatiques ou à des négociations. L'objectif de la majorité parlementaire est clair: la victoire sur la Russie, quel qu'en soit le prix.

Le temps est manifestement compté. Au cours des débats, certains participants ont souligné l'étroitesse du créneau temporel, à l'approche de l'investiture de *Donald Trump* en tant que Président des Etats-Unis. L'objectif demeure de mettre la Russie à genoux dans les semaines qui restent.

Certes, la résolution demande aux Etats membres de l'UE d'intervenir auprès d'un futur président Trump afin de le convaincre de la nécessité de vaincre la Russie. Mais cet appel n'est pas très convaincant. On pourrait même en arriver à un cas de figure rocambolesque où ce serait précisément Trump qui préserverait les Européens du délire guerrier de leurs élites politiques.

Cette résolution est un document empreint de haine, de panique et d'hystérie – l'expression honteuse d'une irresponsabilité et d'un manque d'empathie pour les nombreuses victimes de ce genre d'hystérie guerrière.

Quant à nous, Européens, il n'y a pas de quoi être fiers. Heureusement, cette résolution n'aura probablement aucun impact politique direct sur la guerre en Ukraine. Le Parlement européen a simplement prouvé, une fois de plus, que sur de nombreuses questions cruciales, il se comportait comme un «décideur factice» – heureusement pour nous tous dans cette affaire.

Pour moi qui ai toujours été un fervent partisan de l'idée européenne, il est affligeant d'assister à ces débats d'une majorité parlementaire assoiffée de guerre et de haine. Dans ces moments-là, je me demande: quel genre de monstre belliqueux avons-nous créé avec l'UE? •

---

* *Michael Sergius Graf von der Schulenburg* (né le 16 octobre 1948 à Munich) était un diplomate de l'OSCE et de l'ONU. De 2009 à 2012, il a été le plus haut représentant de l'ONU à Freetown en Sierra Leone et le chef de la première mission intégrée de consolidation de la paix au monde. Lors des élections européennes de 2024, il a été élu au Parlement européen pour le BSW.

Accord avec Bruxelles: le dernier mot revient au peuple suisse

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

La récente rencontre à Berne entre le Conseiller fédéral *Ignazio Cassis* et le commissaire UE *Maroš Šefčovič* a été annoncé avec grand pompe. Cependant, le public n'est pas informé de ce que les deux hauts responsables ont convenu en matière dans ce dossier délicat. Du *Département fédéral des affaires étrangères* (DFAE), on apprend seulement, pour l'énième fois, que les négociations doivent être closes d'ici la fin de l'année (pour les étapes consécutives voir encadré). Afin d'améliorer les chances de l'accord, le Conseil fédéral a mené une politique fébrile «aux sparadraps». Il aurait ainsi incité Bruxelles à envisager une clause de sauvegarde contre l'immigration débordante. Du côté UE, on se montre surtout avide de la manne suisse incorporée dans ses milliards de cohésion dont l'UE compte qu'elles soient plus élevée et plus régulière.

Entretemps, la *Commission de politique extérieure du Conseil des Etats* (CPE-E) tente de «sauver» l'accord en isolant l'accord sur l'électricité du paquet global et en le négociant séparément. Par 10 voix contre 1, elle a fait une proposition en ce sens au Conseil fédéral (communiqué de presse du 22 novembre 2024). En effet, un accord sur l'électricité aura une chance zéro d'être accepté par les Suisses. Il représente un exemple typique de l'incompatibilité de la culture juridique suisse avec le maquis de règles néolibérales et centralisées de l'UE. Le peuple suisse ne veut pas que notre énergie hydraulique soit vendue aux groupes européens les plus offrants – se trouvant déjà dans les starting-blocks – mais défendant par contre le principe éprouvé que le service public reste entre les mains des cantons et des communes. Face à ces évidences, l'attitude de nos «représentants du peuple» siégeant dans la commission du Conseil des Etats est d'autant plus déplacée. Ils continuent imperturbablement de se mettre en quatre pour «sauver» l'accord institutionnel. Petite question en passant: Mettriez-vous votre signature sous un accord défavorable pour vous du seul fait que votre partenaire aurait mobilisé toute combine disponible pour vous persuader de le faire?

Dans l'entretien avec *Horizons et débat* (publié ci-dessous), le Conseiller national *Franz Grüter,* membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national CPE-N, ne mâche pas ces mots: la Suisse se trouve face à un accord institutionnel avec l'UE qui est diamétralement opposé à l'essence du modèle suisse. Et d'insister sur le principe que seuls des accords bilatéraux d'égal à égal entrent en ligne de compte.

L'exemple positif est un accord flambant neuf de la Suisse avec l'Italie et l'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de pénurie de gaz. Le Conseil des Etats a approuvé l'accord à l'unanimité, le 3 décembre, il passe maintenant au Conseil national.[1] •

[1] «Le Conseil des Etats soutient l'accord gazier avec l'Allemagne et l'Italie». Communiqué de l'ATS du 3/12/24

Le point essentiel: «Les Suisses accepteront-ils que ce soit à l'UE de dicter nos directions à prendre?»

Entretien avec M. Franz Grüter, Conseiller national

Franz Grüter (photo mad)

Horizons et débats: Après la visite du commissaire européen, M. Maros Sevcovic, à Berne, le Conseil fédéral a annoncé, une fois de plus, que les négociations sur l'accord Suisse-UE devraient être conclues d'ici la fin de l'année, sans avoir pour l'instant informé la population du résultat. Est-ce que le Conseil fédéral agit de manière si mystérieuse parce qu'il n'a probablement pas pu obtenir grand-chose?

Franz Grüter: Oui, le fait est que les points sur lesquels le Conseil fédéral négocie ne sont en fait que des sujets de guerre secondaires. Les médias parlent tous les jours d'exigences et de concessions quelconques, de la clause de sauvegarde, de la réglementation des frais, de centaines de petits points quelconques. Mais ce qui n'est plus négocié, ce sont les points essentiels de ce traité de soumission: que nous devrions à l'avenir reprendre automatiquement le droit européen, que ce sera l'Union européenne qui fixe en dernière instance ce qui est de droit chez nous. Si, en tant qu'électeurs, nous décidons autrement lors d'une votation sur une initiative ou un référendum, Bruxelles déclenchera ses «mesures compensatoires».

Que faut-il entendre par «mesures de compensation»?

C'est un terme enjolivé pour désigner des sanctions. Nous aurions quasiment le fusil sur la tempe à chaque vote: si nous ne votons pas comme l'UE le souhaite, nous serons punis.

En cas de litige, la Cour de justice européenne décide de manière définitive et contraignante de ce qui est le droit en vigueur dans ce pays. C'est ce que dit le document du Conseil fédéral et de l'UE, le «Common Understanding». Et nous devons encore verser des milliards à l'UE de manière récurrente. Ces quatre points ne font plus du tout partie des négociations.

Il est d'ores et déjà clair que, quel que soit le contenu de ce document, il s'agira en substance d'un traité colonial. Nous devons nous y opposer massivement. Les partisans disent bien sûr qu'il y a un tribunal d'arbitrage qui pourrait décider des mesures de compensation de l'UE.

Oui, bien sûr, il y a un tribunal arbitral, c'est vrai. Mais lorsqu'il s'agit d'interpréter le droit, lorsqu'il s'agit de questions litigieuses, lorsqu'il s'agit de savoir ce qui s'applique exactement maintenant, la décision de la Cour européenne de justice est contraignante pour le tribunal arbitral. La Cour européenne a donc le dernier mot, le mot final. C'est totalement inacceptable pour un Etat indépendant qu'un tribunal étranger décide de ce qui doit ou ne doit pas s'appliquer chez nous. Ce serait la fin de la démocratie directe et aussi la fin du modèle de réussite qu'est la Suisse. En fin de compte et sans ambage, il s'agit ici de savoir si la Suisse veut se soumettre à l'Union européenne.

Les partisans affirment que sans accord-cadre, nous serions confrontés à des problèmes économiques.

L'UE est le contraire d'un modèle de réussite. Regardez l'Union européenne, elle est à terre, elle est ruinée financièrement. Les Etats de l'UE sont complètement surendettés. L'UE est affaiblie, elle est devenue un énorme moloch bureaucratique. La seule chose qui fonctionne vraiment en Europe, c'est la réglementation. Toujours plus de lois et de règlements. Le *Green Deal* comprend 14 000 pages de directives! La loi européenne sur l'intelligence artificielle fait près de 500 pages. Cette frénésie réglementaire a pour conséquence que les entreprises souffrent de plus en plus de ce gigantesque appareil bureaucratique et perdent en fin de compte leurs capacités d'innovation

suite page 4

Un paquet Moloch de plus de 1000 pages

Horizons et débats: Quelle est la suite de l'accord avec l'UE?

Franz Grüter: Il est prévu que Mme *Ursula von der Leyen* et la Présidente de la Confédération, Mme *Viola Amherd* se rencontrent le 20 décembre. D'après ce que j'ai entendu, on annoncera, quasiment ce jour-là, que les négociations des accords sont ainsi arrivées à leur terme. Début 2025, les juristes bernois examineront encore une fois tout, il y aura enfin une dernière consultation au printemps pour que le contrat soit soumis au Parlement. Mais il n'y aura pas que le contrat seul qui arrivera au Parlement. Dans l'administration fédérale, une centaine de fonctionnaires sont en train de préparer toutes les adaptations législatives nécessaires. On parle de trente adaptations législatives nationales et de 150 lois issues de l'UE, appelées «directives», que nous devrions reprendre directement telles quelles. Le tout sera intégré dans le message du Conseil fédéral à l'attention du Parlement – 1000 pages environ au total! Ce paquet Moloch sera ensuite traité par le Parlement avant d'être soumis à la votation populaire.

Le Parlement aura-t-il l'occasion de changer quelque chose?

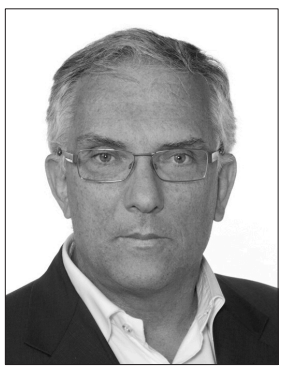
Le Parlement pourrait théoriquement exprimer son refus de l'accord proposé.

Mais des aménagements sur le fonds seront donc exclus?

Si, nous pourrions bien sûr changer quelque chose concernant les lois nationales. Mais en fin de compte, le traité est négocié de cette manière. Le Parlement sera compétent pour le refuser, mais il ne le fera pas. Il faut regarder la réalité en face. Nous ne pourrons combattre ce traité de soumission qu'en recourant au référendum. Il s'agira là de la plus importante de toutes les batailles. Ce sera – à l'instar de l'initiative sur la neutralité – la votation populaire la plus importante de ces trente dernières années, elle sera cruciale pour l'avenir de notre pays. Et j'espère que le peuple suisse prendra soin de ce qui fait la force de notre pays, qu'il refuse de se faire soumettre à un traité européen inacceptable.

Sanctions: la Suisse fait du zèle ... et puis s'oublie!

par Guy Mettan



Guy Mettan (photo mad)

Lors de la dernière Conférence sur la sécurité en Eurasie à Minsk, j'ai eu le redoutable honneur de modérer le panel sur les sanctions, en présence de représentants des pays les plus vilipendés, et donc les plus sanctionnés, au monde. Pour dresser un état des lieux, j'ai donc fait une petite recherche sur *ChatGPT, Google* et autres moteurs de recherche courants pour voir comment l'on se représentait la chose.

Le moins qu'on puisse dire est que le résultat est assez édifiant. Voyez plutôt.

Le pays le plus sanctionneur de la planète est, sans surprise, les Etats-Unis. En deuxième place sur le podium trône l'Union européenne, suivie du Royaume-Uni puis du Canada, de l'Australie et, en sixième position seulement, par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce qui signifie d'une part que l'immense majorité des sanctions sont prises par une poignée de pays anglo-saxons – servilement accompagnés de leurs caniches européens – et d'autre part que ces sanctions sont unilatérales, c'est-à-dire en dehors du droit international puisqu'en droit international seules les sanctions décidées par le Conseil de sécurité ont force de loi. La Suisse, qui prétend respecter le droit international, devrait s'en alarmer.

En face, on trouve les pays les plus sanctionnés. Les classements donnent en général l'Iran en tête, suivi par la Russie, la Corée du Nord, la Syrie, le Venezuela, Cuba, le Myanmar, et enfin la Biélorussie, le Soudan et le Zimbabwe. Ici encore pas de surprise. Les deux tableaux donnent un excellent résumé de la guerre que livre le monde anglo-saxon à ses ennemis supposés, soit la dizaine de pays qui résistent à son suprémacisme et à ses prétentions à la domination mondiale.

La Chine ne figure pas dans la liste : par sa taille et l'imbrication étroite de son économie dans la globalisation anglo-saxonne, elle échappe aux sanctions. Ou plutôt celles-ci s'y appliquent de façon détournée, sous forme de guerre des tarifs douaniers imposés à ses produits et de boycott de ses entreprises sous prétexte d'espionnage.

Depuis l'intervention militaire de la Russie en Ukraine en 2022, le business des sanctions a littéralement explosé. Le site *Castellum.AI* en dresse le palmarès. Et là, surprise, la Suisse figure en troisième position des pays les plus sanctionneurs: sur les 19 535 sanctions antirusses prises à ce jour (le site est remis à jour quotidiennement), 2753 l'ont été par la Suisse (USA 4869, Canada 3176), soit 30% plus que l'Union européenne (2130), la France (2071) ou même le Royaume-Uni (1842), pourtant de loin le pays occidental le plus vociférant contre la Russie. L'Australie et le Japon ferment la marche avec moins de 1 400 sanctions chacun.

Le championnat des plus sanctionnés est remporté sans conteste par la Russie avec près de 22 000 sanctions à son tableau de chasse, si l'on y ajoute celles prises avant 2022. L'Iran dépasse de peu les 5 000 tandis que la modeste Syrie gagne la médaille de bronze avec 2867 sanctions. La Corée du Nord rate le podium à 660 sanctions près, la Biélorussie puis les Venezuela et le Myanmar fermant la marche avec plus de mille sanctions à leur passif.

Il est amusant – ou plutôt affligeant – de constater que la Suisse, qui ne cesse de répéter qu'elle s'aligne sur l'Europe, fait en réalité bien pire et qu'elle singe plutôt les Etats-Unis, sans doute pour plaire à son vrai maitre et mettre sa place financière à l'abri du harcèlement qui ne manquerait pas de s'abattre sur elle à la moindre incartade. Cet excès de zèle, cette obséquiosité, cette lâcheté honteuse sont révoltants de la part d'un pays qui se prétend indépendant.

Et ça l'est d'autant plus que notre pays s'oublie lorsqu'il s'agit d'appliquer des sanctions ou d'infliger des punitions aux autres pays coupables de crimes contre la démocratie et les droits de l'Homme. Nos ministres s'offusquent quand *Poutine* est soupçonné de déporter des enfants ukrainiens en Russie mais il ne trouve rien à dire quand un pays dit démocratique – Israël en l'occurrence – massacre plus de 18 000 femmes et enfants à Gaza et au Liban. Il est vrai qu'il n'avait rien dit non plus lorsqu'un demi-million d'enfants étaient décédés des suites des sanctions américaines en Irak dans les années 1990. Vous avez dit «la banalité du mal»? •

* *Guy Mettan* est journaliste et député au Grand Conseil du canton de Genève, qu'il a présidé en 2010. Il a commencé sa carrière de journaliste pendant ses études de sciences politiques; il a ensuite travaillé pour le «Journal de Geneve», Le Temps stratégique, Bilan, le Nouvau Quotidien puis comme directeur et rédacteur en chef de la «Tribune de Geneve». En 1996, il a fondé le *Swiss Press Club,* dont il a été le président puis le directeur de 1998 à 2019.

Coexistence pacifique pour un avenir commun

par Mirko Lukovic, membre du conseil exécutif du Forum de Belgrade pour un monde équitable

Comment parvenir à une coexistence pacifique durable dans un monde qui s'achemine vers un conflit global? On pourrait considérer le 21 septembre dernier comme l'ultime occasion de commémorer librement et collectivement la Journée mondiale de la paix. Ainsi va la situation des affaires internationales aujourd'hui. Pourtant, il existe de multiples propositions et solutions qui permettraient de faire sortir sans délai le monde de l'ombre des guerres et des conflits perpétuels.

Cette année, j'ai eu le privilège de participer à la commémoration de la Journée internationale de la Paix organisée par l'*Association du peuple chinois pour la paix et le désarmement (CPAPD)*. Je faisais partie de la délégation serbe qui représentait le *Forum de Belgrade pour un monde d'égaux*. Fondée en 1985, la CPAPD est en Chine la plus grande organisation de la société civile œvrant pour la paix. Ses objectifs sont la promotion de la compréhension mutuelle, de l'amitié et de la coopération entre le peuple chinois et le monde. Elle le fait au travers d'efforts concertés pour s'opposer à la course aux armements et à la guerre, de prôner le contrôle des armements et le désarmement nucléaire ainsi que d'autres armes de destruction massive, de manière à préserver la paix dans le monde et à promouvoir la construction d'une communauté avec un avenir commun pour l'humanité. La conférence s'est déroulée entre Jinan, capitale de la province de Shandong, et Weifang, la ville des cerfs-volants, dont elle est à la fois le berceau et le principal lieu de production. Ce n'est pas un hasard si ces villes ont été choisies pour accueillir la conférence. Jinan et le Shandong en général sont un des premiers foyers de la civilisation chinoise, là où sont nées la poterie, la production de soie et l'écriture chinoise. Plus important encore, c'est la patrie de *Confucius,* dont la philosophie constitue une part importante de la culture chinoise, et a en outre profondément influencé le monde entier jusqu'à nos jours. Weifang est une ville culturelle de l'Asie de l'Est et une ville internationale de la paix.

Vers un avenir meilleur pour le monde

C'était mon premier voyage en Chine et ce fut une expérience inoubliable. L'atmosphère générale était énergique et stimulante. En voyageant de l'Europe vers la Chine, la première impression a été de quitter une pièce étouffante pour respirer l'air vivifiant de la montagne par une journée ensoleillée. Il est vrai que tout changement de paysage est un bienfait pour l'âme, mais c'était plus que cela. Pour moi, il s'agissait d'espoir et d'optimisme pour un avenir meilleur dans le monde entier. La Chine a beaucoup à offrir en termes de progrès en matière de civilisation.

Photo de groupe de participants à la commémoration de la Journée internationale de la paix, le 21 septembre 2024, à Jinan et à Weifang (Chine). (photo Xinhua)

Mais ce n'est pas tout. A l'arrière-plan de ces réalisations se trouve une civilisation millénaire qui œuvre sans relâche avec dévouement, patience et persévérance dans le but de parvenir à une coexistence saine, pacifique et harmonieuse. Le thème de la conférence était «Préserver un avenir commun pour construire un monde de coexistence pacifique» et elle a accueilli près de 180 représentants venus de plus de 80 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe et des Amériques, ainsi que plus de 100 organisations politiques, groupes de paix et groupes de réflexion sur la sécurité participant à cette commémoration.

M. *Han Zheng,* vice-président chinois, a pris la parole lors de la cérémonie d'ouverture de l'événement, après quoi M. *Antonio Guterres,* secrétaire général des Nations unies, a prononcé une allocution vidéo à l'intention des participants. Parmi les autres intervenants à cette conférence figuraient d'éminents hommes d'Etat tels que *Sommad Pholsena,* vice-président de l'Assemblée nationale du Laos et président du *Comité laotien pour la paix et la solidarité, Kgalema Motlanthe,* ancien président de l'Afrique du Sud, *Ernesto Samper,* ancien président de la Colombie, et *Ueli Maurer,* ancien président de la Confédération helvétique. Mme *Chen Bo,* ancienne ambassadrice de Chine en Serbie, a elle aussi prononcé un discours. Cette grande amie de la Serbie participait à l'événement en sa qualité de Secrétaire générale du *Centre d'études sur la pensée* de *Xi Jinping* en matière de diplomatie et de Présidente de l'*Institut chinois d'études internationales.*

Aller vers la paix par le dialogue et de l'échange

Beaucoup de choses ont été évoquées et discutées au cours de la conférence, sur la manière d'œuvrer pour une paix mondiale durable. Les problèmes identifiés étaient liés aux questions de sécurité traditionnelles et non traditionnelles, à l'unilatéralisme, à la mentalité de bloc et au spectre de la politique de guerre froide, à la montée de la menace nucléaire, aux provocations persistantes, au retour du fascisme international, à l'inefficacité des négociations politiques, au ralentissement économique et aux conflits en cours dans le monde, au Moyen-Orient en particulier. Nous sommes confrontés à de multiples problèmes, mais, comme l'ont répété les délégués, nous ne pourrons trouver la voie de la paix que si nous travaillons ensemble dans le cadre d'un dialogue constructif, d'échanges culturels et d'un développement durable garanti pour tous. Ces principes ont déjà été formalisés dans les trois initiatives mondiales présentées par le président Xi Jinping, ce qui montre que, fondamentalement, nous poursuivons tous le même objectif et nous savons tous comment l'atteindre. Ce qui reste à faire, c'est de trouver moyen de travailler ensemble, d'œuvrer pour un nouvel avenir.

Le consensus sur les moyens de parvenir à l'unité, exprimé par les délégués, peut se résumer ainsi: le développement économique, le renforcement des échanges culturels, le respect mutuel, le rétablissement de l'autorité des Nations Unies et du droit international, la cessation du recours aux sanctions unilatérales, la promotion du sens de la communauté avec un avenir en sécurité et le développement de la diplomatie citoyenne. Par ailleurs, il conviendrait d'accorder plus de responsabilités et d'espace aux jeunes générations.

Les peuples aspirent à une vie normale

Tout au long de nos débats pendant les trois jours de la conférence, le sentiment le plus visible et le plus répandu n'était pas la peur d'une éventuelle guerre mondiale, ni la colère face à la condescendance permanente des pays occidentaux, ni même la frustration due à l'hypocrisie flagrante de l'Occident et à sa politique de deux poids deux mesures. On ressentait au contraire la lassitude de devoir faire face aux pressions, aux menaces et aux sanctions de l'Occident et de devoir supporter l'hystérie occidentale, ainsi que d'afficher perpétuellement l'apaisement nécessaire pour dissuader ce dernier de déclencher une énième guerre. Le «reste du monde» souhaite retrouver une vie normale, améliorer ses conditions de vie et aspirer à la prospérité. C'est là que la Chine est exemplaire. La Chine ne dicte pas aux autres Etats ce qu'ils doivent faire et mène depuis longtemps une politique de non-intervention dans les affaires d'autres pays. Au contraire, elle va de l'avant en accomplissant des actions visibles et tangibles, qui se reflètent dans la prospérité de la population et la croissance économique du pays. Elle a en outre entamé un processus d'implication d'autres pays dans cette voie par le biais de l'*Initiative Belt and Road* (Nouvelle Route de la Soie). La Chine s'efforce de parvenir à une prospérité commune entre ses citoyens et entre les Etats, ce qui se résume par sa philosophie du «gagnant-gagnant».

Les perspectives de la Serbie dans le monde d'aujourd'hui

Où en sont les Serbes en ces temps difficiles? Nous avons beaucoup à apprendre d'une civilisation comme celle de la Chine. Cela dit, la Serbie est largement sous-estimée et sous-évaluée par les pays occidentaux et l'Europe en particulier. Dans le monde d'aujourd'hui, la Serbie a une perspective bien plus grande que celle lui offerte par les puissances occidentales. A l'heure actuelle, c'est la Serbie qui peut offrir beaucoup à l'Occident, et non l'inverse. Aujourd'hui, la Serbie a la possibilité de faire un pas en avant selon sa propre culture, vers le respect de soi, l'harmonie, la prospérité et une coexistence pacifique.

Au regard des événements mondiaux actuels, la Chine mérite notre respect et notre collaboration afin qu'elle puisse aider les autres à parvenir à la paix. Je remercie le peuple chinois pour son accueil chaleureux et son hospitalité, ainsi que la CPAPD pour l'organisation de cet événement très important en ces temps difficiles. •

(Traduction *Horizons et débats)*

> «La Chine ne dicte pas aux autres Etats ce qu'ils doivent faire et mène depuis longtemps une politique de non-intervention dans les affaires des autres pays. Au contraire, elle va de l'avant en accomplissant des actions visibles et tangibles, qui se reflètent dans la prospérité de la population et la croissance économique du pays.»

* Dr *Mirko Lukovic* est physicien. Originaire de Serbie, il vit et travaille en Suisse. Il a passé les 15 premières années de sa vie dans différents pays du mouvement des non-alignés. Il est membre du Conseil exécutif du Forum de Belgrade pour un monde équitable, qui œuvre pour la promotion de la paix et de l'égalité entre les peuples du monde. Il est également engagé dans la fondation «Diaspora pour la mère patrie», au sein de laquelle il fait le lien entre les citoyens serbes vivant à l'étranger et des programmes sociaux en Serbie.

«Le point essentiel: …»
suite de la page 3

et leurs performances économiques. C'est pourquoi, contrairement aux Etats-Unis et à la Chine, l'UE est totalement à la traîne en matière d'innovation. Au lieu de cela, on s'occupe à Bruxelles des bouchons de bouteilles en plastique qui ne doivent plus tomber, c'est-à-dire des règles complètement folles, incroyablement bureaucratiques, qui n'apportent rien. Je pense qu'il est extrêmement important pour la Suisse, en tant que nation exportatrice, qu'elle puisse continuer à être autonome sur le plan économique.

Le groupe d'entrepreneurs Boussole Europe a lancé une initiative contre ce traité de l'UE, plus de 2000 entrepreneurs sont comme vous d'avis que la Suisse se portera mieux si elle continue à mener une politique économique autonome et contrôlée démocratiquement.
Oui, je suis très heureux qu'il existe des organisations comme Boussole Europe. Elles ne sont pas les seules. Il y en a d'autres, comme par exemple l'organisation «autonomiesuisse», avec des entrepreneurs de la région, avec des entrepreneurs à succès comme *Hans-Jörg Bertschi* et *Hans Peter Zehnder,* qui y comptent parmi les esprits dirigeants. Il est intéressant de constater que des personnes, des personnalités, des entrepreneurs, qui n'ont normalement rien à voir avec la politique, ont soudain le courage de se lever et de dire: «Nous ne pouvons pas signer cela!» Je dois dire que j'ai beaucoup de respect pour de telles prises de position suisse. Des personnalités comme *Bernhard Russi* ou *Kurt Aeschbacher,* qui ne font pas partie de la classe politicienne chez nous, en font également partie. Mais ils sentent que si nous nous soumettons à l'UE, nous irons dans la mauvaise direction. Ils se battent pour une cause qui est extrêmement importante et ils en obtiennent des résultats voulus.

Les initiateurs de Boussole d'Europe veulent aussi que les traités internationaux importants soient soumis à un référendum obligatoire avec une majorité des cantons.
C'est ainsi. Avec un référendum obligatoire, il faudrait non seulement la majorité du peuple, mais aussi la majorité des cantons. Et voilà qu'un Conseiller national M. *Simon Michel* [PLR, Entrepreneur pharmaceutique] affirme qu'il est impossible que de petits cantons comme les deux Appenzell fassent pencher la balance lorsqu'il s'agit d'une telle décision. Quelle arrogance! C'est précisément notre modèle d'Etat, notre principe de protéger les minorités, qui fait que les grands cantons, dominés d'une population citadine, ne soient pas les seuls à pouvoir décider. Il est condamnable de vouloir mettre à mal ce modèle typiquement suisse sur cette question importante.

En vous écoutant, j'ai encore plus de mal à croire que l'association économique «economiesuisse» s'obstine à vouloir conclure cet accord.
Chez *economiesuisse,* ce sont les grands groupes, presque exclusivement dirigés par des étrangers, qui décident. Ceux-ci ont peu de liens personnels avec la Suisse et ne s'intéressent pas forcément à notre démocratie directe et aux autres particularités de notre pays. Mais je constate que l'enthousiasme pour l'UE a nettement diminué parmi les grandes entreprises. Vous voyez bien comment la frénésie réglementaire de l'UE nuit aux nations économiques que sont l'Allemagne et la France. Surtout dans la concurrence mondiale.

Le Conseil des Etats a approuvé un accord de solidarité sur le gaz avec l'Allemagne et l'Italie, selon lequel les trois Etats se soutiennent mutuellement en cas de pénurie de gaz. La Suisse ne devrait-elle pas conclure davantage d'accords de ce type avec certains pays, notamment les pays voisins, ou bien Bruxelles ne le permet-elle pas?
Oui, c'est un bon exemple montrant que l'on peut directement résoudre des questions importantes pour notre paysx avec d'autres Etats. Je plaide pour de bonnes relations avec toute l'Europe. L'Europe ne se limite pas à l'UE. Nous devrions entretenir de bonnes relations, nous voulons faire du commerce dans l'intérêt mutuel. Nous pouvons aussi conclure des contrats individuels. Mais ces contrats doivent être d'égal à égal, ils doivent pouvoir être résiliables, et nous ne nous laisserons rien imposer. Et surtout pas une reprise automatique du droit européen. Cet accord sur le gaz est un excellent exemple de véritables accords bilatéraux, où les deux parties en tirent profit. C'est ainsi que je conçois l'avenir.

Merci beaucoup, Monsieur le Conseiller national, pour cet entretien instruisant. •

Le chaos en Syrie – et des voix de ceux qui le subissent

par Karin Leukefeld, Bonn et Damas

Karin Leukefeld (photo Tilo Gräser)

Des unités de combat dirigées par *Hay'at Tahrir al-Cham* (HTS) ont lancé leur incursion en Syrie le 27 novembre 2024, depuis Idlib. Depuis lors, les Syriens des villes et des campagnes se demandent comment cette nouvelle attaque se terminera pour eux. Une dizaine de jours plus tard, tout indique que la Syrie s'apprête à vivre un grand bouleversement. Mais contrairement aux djihadistes sillonnant le pays au volant de leurs voitures et de leurs motos, tournant des vidéos d'eux-mêmes et de leurs supporteurs, renversant des statues, brandissant des drapeaux et proclamant «la côte est à nous», les Syriens se demandent ce qu'ils deviendront, eux et leurs enfants et l'œuvre de leur vie. Les prisons s'ouvriront et, outre les prisonniers politiques se réjouissant de leur soudaine liberté et partant à la recherche de leur famille, des trafiquants de drogue, des assassins et des voleurs afflueront désormais au pays. L'armée et la police retirées, les prix des denrées alimentaires multipliés, la population livrée à elle-même est sans protection.

Alors que le «New York Times» et «CNN», les agences de presse AP, *Reuters,* AFP et DPA, ARD et BBC montrent au public des images de l'avancée des combattants, des interviews du chef de HTS *Abu Mohamed al Jolani* et des habitants heureux de la ville d'Alep, des milliers de personnes tentent de fuir. D'autres se retirent dans leurs appartements et attendent.

Voici donc quelques témoignages syriens adressés à l'auteure, tirés en partie de conversations téléphoniques ayant eu lieu début décembre. L'auteure connaît tous les contacts cités personnellement depuis de nombreuses années. Pour garder leur anonymat, par raisons évidentes, leurs noms sont supprimés ou modifiés.

Alep

«Je suis chez moi avec ma femme, ma sœur et mes frères. Les routes ascendantes sur Alep ou en descendantes sont bloquées. Jusqu'à présent, nous sommes en sécurité. Priez pour nous», m'écrit un médecin d'Alep. Il a dû fermer sa clinique privée, le personnel angoissé ne quittant pas ses demeures. «La situation est critique, pleine de tension et d'inquétudes», écrit-il le lendemain. «Confrontés chaque jour aux informations tellement contradictoires, nous ne comprenons pas ce qui se passe. Tout bouge et change très rapidement.» Et d'ajouter dans un autre message: «Il y a trois jours, un nouveau responsable de la santé publique est apparu à Alep déclarant qu'on allait désormais tout améliorer. Un peu plus tard, on nous dit que nous devons tous changer notre argent, nos livres syriennes en dollars américains ou en livres turques, d'ici un mois. Ils sont en train maintenant de vendre des téléphones portables et des cartes Sim issus de sociétés de téléphonie mobile turques, *Turkcell* ou *Syriaphone.*» A la question de savoir si Alep devient désormais ville turque, le médecin répond: «C'est tout à fait possible.»

Safireh

Beaucoup de ceux qui ont fui Alep échouent à Safireh, localité située au sud-est de la métropole commerciale. Là, ils espèrent trouver une possibilité de transport d'atteindre Khanaser vers Hama et ensuite Damas. C'est l'armée qui tente d'organiser les transports, mais pour certains, il faut attendre de longues journées avant d'avancer.

Abu S. se trouve parmi ceux qui se sont mis en route. Il raconte que de nombreux drones sont utilisés par les groupes de combat attaquant. «Une immensité de drones, ils volent très bas et atteignent leurs cibles avec grande précision», rapporte-t-il. Des enregistrements vidéo d'origine inconnue montrent des drones *Shaheen,* qui est un drone jordanien capable de lancer des missiles à guidage laser. Cette arme a été présentée pour la première fois lors du salon de l'armement SOFEX 2024 et, selon des rapports non confirmés, ce seraient des instructeurs ukrainiens ayant muni les unités de combat djihadistes.

Abu S. rapporte que de nombreux soldats syriens se seraient mis en route à pied pour rentrer chez eux. Ils auraient marché le long de la route vers Khanaser et plus loin en direction de Hama. Des bergers et leurs troupeaux auraient également pris la fuite, toute une région aurait fui. Il n'y a pas d'informations officielles, tout le monde est inquiet, comme il dit. Les gens sont abandonnés à leurs craintes. Quant à lui, il aurait entretemps atteint Damas. Mais dès le lendemain matin, les quartiers de Mezzeh et de Kfar Souseh étaient bombardés par Israël. «Ils procèdent ensemble», affirme Abu S. «Déjà à l'époque, Israël a soutenu le début de la guerre avec ses attaques constantes contre nous.» Quand il dit «nous», il fait référence à la Syrie. D'après son impression, la plupart des forces d'agrès sont des Syriens, rapporte Abu S.. Il se demande pourquoi les Russes n'ont rien fait. Il ne lui reste plus qu'à «attendre et voir ce qui va se passer».

Skelbieh

Une de mes connaissances s'inquiète de ses proches vivant depuis des générations à Skelbieh, localité chrétienne située au sud de la plaine d'Al Ghab. «Skelbieh est sans doute désormais aux mains des islamistes», écrit-elle en envoyant une courte vidéo dans laquelle on voit des véhicules en feu. «Cela me déchire le cœur, mais il paraît que notre famille a pu quitter la ville.» Plus tard, elle écrit que quasiment «tout Skelbieh est en fuite», et qu'une jeune parente qui (via les médias sociaux) «ne faisait que poster fêtes et autres trucs branchés», poste maintenant «ses prières». Quelques jours plus tard, la nouvelle est là: «Au moins, je sais maintenant que mes proches sont provisoirement en sécurité. Certains à Damas, d'autres à Mashta al Hilu. C'est là que s'est enfui *J.*, à qui tu avais aussi rendu visite à Skelbieh. Mais comment cela va-t-il se passer? Tristes temps!»

Damas

Une femme d'affaires de Damas rapporte que l'armée syrienne tente de rassurer la population en diffusant des messages-textes sur les téléphones portables. «Ils écrivent qu'ils ont mis en place une ligne de défense devant Homs, que la population ne doit pas croire les fausses nouvelles diffusées par les médias sociaux.» On y dit que les localités de Telbise et de Rastan sont sous contrôle et que l'armée a tracé une ceinture de défense autour de la ville de Hama. Elle-même ne sait pas ce qu'elle doit croire, dit la femme d'affaires. Rastan et Telbise sont deux localités situées sur l'autoroute entre Homs et Hama, qui ont été des fiefs de l'opposition armée depuis le début de la guerre en 2011. En 2015/16, les combattants s'en sont retirés en direction d'Idlib. «J'attends, étant assise chez moi», raconte la femme d'affaires. A midi, la télévision italienne a annoncé qu'Israël aurait mis pied sur la Syrie depuis le plateau du Golan syrien occupé. Plus tard, cette information s'avère être fausse.

G. qui, auparavant avait des contacts professionnels avec des journalistes, téléphone sans cesse à ses amis et collègues, partout dans le pays, comme il dit. Il suit les émetteurs *Al Arabiya, Al Jazeera,* la télévision de l'opposition syrienne et la télévision officielle syrienne. Il se demande si l'armée procède selon un plan. Tout le monde aurait peur et serait laissé dans l'embarras par l'absence d'informations officielles. Un collègue serait allé chercher son père malade et se serait installé dans un hôtel. Les chrétiens, les alaouites, les chiites – tous auraient peur. Pendant la conversation, il s'interrompt brièvement pour lire un nouveau message. «Israël a de nouveau bombardé les postes-frontières libanais de Joussia et Arida», raconte-t-il. Ils venaient d'être remis en service deux jours auparavant, après avoir été réparés suite à un bombardement israélien. «Les gens ont faim», dit G.. «Ils manquent de pain, l'essence est devenue extrêmement chère. A Alep, les djihadistes vendent le gaz de cuisine à 250 000 livres syriennes [environ 17 francs] la bouteille. Avant, elle coûtait 150 000 [environ 10 francs].» Lui-même essaierait de garder ses forces pour subvenir aux besoins de sa famille et la rassurer. «C'est ma priorité. Nous n'avons aucune influence sur tout le reste.»

Jdeidet Artuz

M. est chez lui avec sa famille. Depuis une semaine, il n'est pas allé au travail parce qu'il est malade, raconte-t-il au téléphone. En raison d'une forte perte de poids, il a consulté un médecin qui lui a prescrit un examen radiologique. Celle-ci a révélé une tumeur et une biopsie a été pratiquée. Il attend maintenant le résultat. Il fait froid, raconte M.. Dans son village, l'électricité ne passe qu'une fois, toutes les cinq heures. Mais cela ne dure parfois que 45 minutes, ajoute-t-il. Il dispose encore de quelques gouttes de mazout de l'hiver dernier, il leur reste peu de gaz de cuisson, on ne trouve pas de gaz sur le marché. «Nous allons bien», dit M. «Notre famille est unie. Nous attendons de voir.»

Deraa

N., originaire d'une localité du Hauran dans la province de Deraa, au sud de Damas, fait mention de troubles à Deraa et à Sweida, capitale de la province du même nom peuplée de Druzes. A Sweida, des groupes de la population auraient pris d'assaut le bureau du gouverneur et y auraient mis le feu. Les représentants du gouvernement syrien et les soldats de l'armée syrienne auraient fui vers Damas. Les combattants de Deraa se nommant «Révolution du Hauran» ont pris le contrôle du poste-frontière vers la Jordanie. La Jordanie aurait fermé la frontière. Ils sont avancés plus loin en direction de Damas. Ils seraient également entrés dans leur village, dit N. «Peut-être nous ont-ils laissés tranquilles parce que nous sommes chrétiens», dit N. Toutes les familles seraient restées dans leurs maisons. «Ensuite, les éléments armés ont juste pris quelques photos et vidéos et sont repartis.»

Encore Damas

Dans les premières heures de la journée du 8 décembre 2024, les unités de combat atteignent Damas. Sans être arrêtées, elles occupent des bases militaires et des bâtiments publics, les bâtiments de la télévision et de la radio syriennes. Ils renversent des statues de l'ancien président *Hafez al Assad,* comme on peut le voir sur des clips vidéo. Des coups de feu sont tirés dans les rues, mais selon les rapports, il s'agirait de «tirs de joie». La plupart des gens restent chez eux, aucun des interlocuteurs de l'auteure ne ferme l'œil cette nuit-là.

Vers le crépuscule, on dit que le Président *Bachar al Assad* aurait quitté le pays. Le Premier ministre *Mohammad Ghazi al-Jalali,* n'étant en place que depuis peu de temps, fait savoir via sa chaîne *Youtube* qu'il est à Damas dans son bureau et qu'il y restera. Il dirigera les affaires jusqu'à ce qu'un «transfert en bonne et due forme du gouvernement» ait lieu. Une déclaration commune de la Russie, de l'Iran, de la Turquie, de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, de l'Egypte et du Qatar appelle à une transition politique ordonnée en Syrie. Les Emirats arabes unis demandent aux «acteurs non étatiques» (groupes de combat) de ne pas abuser de la situation en Syrie. Des troupes israëliennes auraient mis pied sur le terrain syrien à Qunaitra, sur le plateau du Golan syrien. La Russie déclare que Bachar al Assad a lancé la transition en Syrie «après des négociations» en ordonnant que celle-ci se déroule de manière pacifique. L'agence de presse *Reuters* rapporte que «la révolution syrienne» serait «passée de la phase de lutte pour renverser le régime d'Assad à la phase de lutte pour reconstruire la Syrie tout entière».

Un rapport de *Reuters* révèle que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis négocient depuis longtemps avec les Etats-Unis pour lever les sanctions contre la Syrie, la «loi César», afin qu'ils puissent investir dans le pays détruit par la guerre et le reconstruire. «Le Président s'en va, le gouvernement ordonne la transition, puis la ‹bonanza› de la reconstruction prendra le haut du pavé, dit l'un des interlocuteurs à l'auteure. «C'était cela, le plan? Et nous autres, les Syriens, nous serons récompensés par du boulot et un revenu régulier. C'est ainsi qu'ils nous transformeront en leurs esclaves.»

Ce 8 décembre, dans la vieille ville de Damas, les premiers des interlocuteurs de l'auteure sortent vers midi pour inspecter leur environnement. Les magasins sont fermés, les kiosques pillés, le poste de police de la Porte Thoma est dévasté. Les véhicules de police sont cabossés, leurs vitres brisées ou criblées de balles. G. est tourmenté par la question comment les choses vont évoluer. Il a du respect pour Assad, qui a toujours été sous pression de tous les côtés. «Il a ordonné qu'il n'y ait pas de combats afin d'éviter une effusion de sang. Il a voulu éviter que le pays ne s'embrase.» •

Première publication: *https://www.nachdenkseiten.de?p=125897* du 8.12.2024 ; reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteure

(Traduit de l'allemand *Horizons et débats)*

La Syrie est à nouveau le champ de bataille des intérêts étrangers

par Karin Leukefeld

[…] Ce n'est que lentement que se dessine, derrière le scintillement médiatique, une image schématique qui montre ce qui se passe en Syrie et avec quelle intention. L'heure de la géopolitique a sonné, les acteurs entrent sur le champ de bataille. Certains tirent et tirent sur la Syrie depuis 2011, d'autres profitent de l'occasion pour imposer leurs propres intérêts de puissance territoriale contre les pays et les sociétés de la région. D'autres encore attaquent parce qu'ils ont été formés et payés pour cela.

L'issue est incertaine, mais une chose est claire: la guerre que déclenchent les djihadistes et leurs commanditaires n'est pas une «guerre civile» et elle n'est pas dans l'intérêt de la Syrie et de sa population. Elle n'est surtout pas dans l'intérêt d'une paix juste dans la région. Car la guerre et la destruction se poursuivent dans la bande de Gaza, et au Liban, Israël s'autorise à imposer un cessez-le-feu selon ses intérêts, à coups de bombes et de missiles.

Ceux qui mènent la guerre à Gaza et au Liban et ceux qui relancent la guerre en Syrie sont à la fois des partenaires et des concurrents. Ils profitent de la vacance du pouvoir à la Maison Blanche à Washington – *Joe Biden* se retire et *Donald Trump* ne s'est pas encore installé – pour imposer par la force leurs propres revendications de pouvoir ou celles d'autres acteurs au détriment de la Syrie et de sa population. Le pays devient à nouveau le champ de bataille d'intérêts étrangers. […]

L'objectif des combattants d'Ukraine, qui selon les médias ukrainiens combattent aux côtés des djihadistes en Syrie depuis au moins juin 2024, est d'affaiblir la Russie en Syrie. Cet objectif lie la Turquie et Israël, tout comme les Etats-Unis et les pays de l'OTAN. Les Etats-Unis veulent forcer la Russie à faire des concessions dans la guerre en Ukraine et au moins «geler» les combats. L'incursion actuelle des djihadistes sur de vastes territoires dans le nord-ouest de la Syrie montre toutefois que ce n'est pas une solution. La guerre en Syrie et la «chute du régime» ont été ravivées après huit ans de stockage intermédiaire dans le bac à glaçons de la politique internationale.

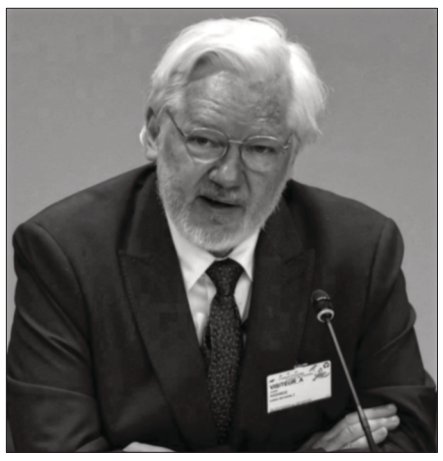
L'inaction politique durant toutes ces années est délibérée. Les maîtres d'œuvre régionaux et internationaux de la déstabilisation de la Syrie ne se préoccupent pas du pays et encore moins du bien-être de la population syrienne. Il s'agit de contrôler la zone située entre la Méditerranée orientale et la région du Golfe persique. Il s'agit des matières premières, des voies de transport, de trois des détroits les plus importants au monde pour le commerce entre l'Asie et l'Atlantique, le détroit d'Ormuz, Bab al-Mandab et le canal de Suez.

Il s'agit de géopolitique, il s'agit de l'émergence d'un ordre mondial multipolaire qui se forme entre la Méditerranée orientale et la région du Golfe persique. Les Etats-Unis, l'UE/l'OTAN, Israël et leurs partenaires se battent – avec ou sans armes – sur le champ de bataille syrien contre la Russie, l'Iran et la Chine. […]

Source: extrait de https://globalbridge.ch/syrien-wird-erneut-zum-schlachtfeld-auslaendischer-interessen/ du 5.12.2024

«Je suis libre – pour avoir plaidé «coupable de journalisme»

Discours de Julian Assange du 1er octobre 2024 devant la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE):



Julian Assange s'adresse à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 1er octobre 2024. (photo capture d'écran)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mesdames et Messieurs

La transition entre des années de confinement dans une prison à sécurité maximale et la présence ici devant les représentants de 46 nations et de 700 millions de personnes est un changement profond, presque surréaliste.

14 ans en prison

L'expérience de l'isolement pendant des années dans une petite cellule est difficile à décrire. Elle vous prive de votre sens de vous-même, le réduisant en l'essence brute d'exister encore.

Je ne suis pas encore tout à fait capable de parler de ce que j'ai enduré – de la lutte acharnée pour rester en vie, tant physiquement que mentalement. Tout comme je ne peux pas encore parler de la mort par pendaison, du meurtre et de la négligence médicale de mes codétenus. Je m'excuse par avance si mes propos manquent de fluidité ou d'éclat auquel on pourrait s'attendre dans un forum aussi prestigieux. L'isolement a fait ravage. J'essaie de m'en défaire sachant que m'exprimer dans ce contexte est un défi. Cependant, la gravité de la situation et le poids des enjeux m'obligent à mettre de côté mes réserves et à vous parler directement. J'ai fait long chemin, au sens propre comme au sens figuré, pour que je puisse me trouver aujourd'hui face à vous.

Protestations à dimensions globales

Avant notre débat, avant de répondre à vos éventuelles questions, je tiens à remercier l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) pour sa résolution 2317 de 2020 [*https://pace.coe.int/en/files/28508/html*] qui stipula que mon emprisonnement constituait un précédent dangereux pour les journalistes dans laquelle on cite le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture ayant sollicité ma libération. Je suis également reconnaissant à l'APCE pour sa déclaration de 2021 [*https://pace.coe.int/en/news/8446/pace-general-rapporteur-expresses-se]* où elle exprime son inquiétude face à des informations crédibles selon lesquelles des responsables américains auraient délibéré sur mon assassinat et où elle réitère sa revendication de ma libération immédiate. En la matière, je recommande à la Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme de mandater un rapporteur de renom, Mme *Sunna Ævarsdóttir,* d'enquêter sur les circonstances ayant abouti à mon emprisonnement ainsi qu'à la sentence m'ayant été octroyé, notamment sous l'aspect de leur impact en résultant sur la situation des droits humains.

Cependant, comme tant d'autres efforts déployés dans mon cas, qu'ils émanent de parlementaires, de présidents, de premiers ministres, du pape, de fonctionnaires et de diplomates de l'ONU, de syndicats, de professionnels du droit et de la santé, d'universitaires, de militants ou de citoyens – aucun d'entre eux se serait imposée de manière contraignante.

Aucune déclaration, aucune résolution, aucun rapport ni film ni article, ni événement, aucune collecte de fonds, aucune manifestation, aucune lettre dans ces 14 dernières années passées n'aurait été dû ni prescrit.

«Disposer d'une cartographie de l'endroit où nous nous trouvons nous permet de nous orienter et ainsi déterminer la route à prendre. La connaissance nous permet de revendiquer des comptes à rendre aux puissances établies et de solliciter la justice là où elle est absente. Nous avons obtenu et publié la vérité sur des dizaines de milliers de victimes occultées de guerres et d'autres horreurs, moins visibles, concernant les programmes d'assassinat, d'enlèvements extra-judiciaires, de torture et de surveillance massive. Nous avons révélé non seulement quand et où ces événements se sont produits, mais également les politiques, les accords et les structures qui les sous-tendent.»

Mais tout cet engagement énorme, facultatif, solidaire – il était pourtant nécessaire. Sans tout cela, je n'aurais jamais revu le jour. Cet effort mondial sans précédent il était nécessaire notamment pour la seul raison que les protections juridiques n'existaient que sur du papier, elles s'avéraient ne pas être effectives dans un délai raisonnable.

A propos de «l'accord de plaidoyer»

Après avoir été détenu pendant des années et avoir été condamné à 175 ans de prison sans la moindre chance d'un recours effectif, j'ai fait mon choix. J'ai finalement choisi la liberté plutôt la justice irréalisable. La voie de la justice n'est désormais exclue pour moi, car le gouvernement américain a insisté, par écrit, dans son accord de plaidoyer, qu'il soit exclu pour moi de déposer une plainte auprès de la *Cour européenne des Droits de l'homme* ni même faire une quête en vertu de la loi sur la liberté d'information pour ce que le gouvernement américain m'a infligé à la suite de sa demande d'extradition.

Le journalisme comme crime

Je veux m'expliquer de manière tout à fait limpide là-dessus. Je ne suis pas libre aujourd'hui parce que le système juridique aurait fonctionné. Si je me présente en tant que personne libre aujourd'hui, après des années d'incarcération, c'est parce que j'ai plaidé coupable face à l'accusation d'être journaliste. En effet, j'ai plaidé être coupable d'avoir cherché à obtenir des informations d'une source. J'ai plaidé coupable d'avoir informé le public de la nature de ces informations. Je n'ai pas plaidé coupable d'aucune autre accusation. J'espère que mon témoignage d'aujourd'hui pourra servir à mettre en lumière à quel point les mesures de protection existantes sont inefficaces et à aider ceux dont les cas sont moins visibles mais qui sont tout aussi vulnérables. Alors que je sors du cachot de Belmarsh, la vérité me semble désormais être moins perceptible et je regrette tout le terrain perdu pendant cette période – la façon dont l'expression de la vérité semble avoir ête minée, attaquée, affaiblie et diminuée encore. Je constate davantage d'impunité [envers les criminels de guerre], davantage de secret, davantage de représailles pour ceux qui disent la vérité et davantage d'autocensure. Il est difficile de ne pas établir le lien qui existe entre cet état de choses et les poursuites judiciaires engagées contre moi par le gouvernement américain. Il a franchi le Rubicon en criminalisant le journalisme à l'échelle internationale et en imposant ainsi ce climat tiède, pour ne pas dire congelé, qui régit les pertes de la liberté d'expression nous octroyées aujourd'hui. Quand j'ai fondé *Wikileaks,* elle est née d'un rêve simple: instruire les gens sur le fonctionnement du monde afin que, grâce à la compréhension plus profonde, nous puissions lui apporter quelque chose de meilleur. Disposer d'une cartographie de l'endroit où nous nous trouvons nous permet de nous orienter et ainsi déterminer la route à prendre. La connaissance nous permet de revendiquer des comptes à rendre aux puissances établies et de solliciter la justice là où elle est absente. Nous avons obtenu et publié la vérité sur des dizaines de milliers de victimes occultées de guerres et d'autres horreurs, moins visibles, concernant les programmes d'assassinat, d'enlèvements extra-judiciaires, de torture et de surveillance massive.

Nous avons révélé non seulement quand et où ces événements se sont produits, mais également les politiques, les accords et les structures qui les sous-tendent. Lorsque nous avons publié *Collateral Murder,* la tristement célèbre vidéo obtenue par une caméra de surveillance montrant un équipage d'hélicoptère *Apache* américain réduisant en miettes des journalistes irakiens et leurs sauveteurs, la réalité visuelle de la guerre moderne a choqué le monde. C'est pourquoi nous avons également orienté l'intérêt suscité par cette vidéo en direction des règles d'engagement définissant dans quels cas l'armée américaine puisse de droit recourir à la force, en Irak.

Combien de civils ont pu être tués sans une autorisation de la hiérarchie? En fait, 40 ans de ma peine potentielle de 175 ans étaient dus à l'obtention et à la diffusion de ces règles d'engagement.

La vision politique concrète qui m'a été à portée après avoir été immergée dans les sales guerres et les opérations secrètes dans le monde entier, est simple. Arrêtons enfin de nous museler, de nous torturer et de nous entre-tuer. Mettons en place les principes fondamentaux et d'autres processus politiques, économiques et scientifiques, ainsi que suffisamment d'espace pour nous instuire. Cela fait, nous disposerons de suffisamment d'occasion pour nous occuper du reste.

Le travail de *Wikileaks* était profondément ancré dans les principes défendus par cette Assemblée. Le journalisme tant que nous le comprenions a élevé la liberté d'information et intensifié le droit de savoir du public. Il a trouvé son siège opérationnel naturel en Europe. J'habitais à Paris, nous disposions des sociétés officiellement enregistrées en France et en Islande. Une équipe journalistique et technique était répartie dans toute l'Europe. Nous publions dans le monde entier à partir de serveurs basés en France, en Allemagne et en Norvège.

Dans le collimateur des Etats-Unis

Mais il y a 14 ans, l'armée américaine a arrêté l'un de nos présumés informateurs, le soldat au service de l'armée arméricaine *Manning,* un analyste du renseignement américain basé en Irak. Le gouvernement américain a lancé simultanément une enquête contre moi et mes collègues. Le gouvernement américain a envoyé illégalement des avions remplis d'agents en Islande, a versé des pots-de-vin à un informateur pour le faire voler nos documents juridiques et journalistiques et, sans procédure formelle, a fait pression sur les banques et les services financiers pour qu'ils bloquent nos abonnements et gèlent nos comptes.

Le gouvernement britannique a pris part à certaines de ces représailles. Il a admis devant la *Cour européenne des Droits de l'homme* avoir espionné illégalement mes avocats britanniques pendant cette période.

En fin de compte, ce harcèlement n'était pas fondé juridiquement. Le Ministère de la Justice du temps du Président *Obama* a choisi de ne pas m'inculper. Reconnaissant qu'aucun crime n'avait été commis, les Etats-Unis n'avaient jamais poursuivi auparavant un éditeur pour avoir publié ou obtenu des informations gouvernementales. Agir ainsi nécessitait une réinterprétation radicale et inquiétante de la Constitution américaine. En janvier 2017, Obama a également commué la peine de Manning, qui avait été reconnue coupable pour avoir été l'une de mes sources.

MAGA – Make America Great Again

Mais en février 2017, le paysage a radicalement changé. *Trump* a été élu Président. Il a nommé deux loups coiffés de chapeaux MAGA (Make America Great Again), *Mike Pompeo,* membre du Congrès du Kansas et ancien dirigeant de l'industrie de l'armement, au poste de directeur de la CIA, et *William Barr,* ancien agent de la CIA, au poste de Ministre de la Justice des Etats-Unis. En mars 2017, *Wikileaks* a révélé l'infiltration de la CIA dans les partis politiques marginau: son espionnage des dirigeants français et allemands, son espionnage de la Banque centrale européenne, des ministères économiques européens et ses ordres permanents d'espionner les Français dans la rue en général. Nous avions révélé la vaste production de logiciels malveillants et de virus par la CIA ainsi que sa subversion des chaînes d'approvisionnement, y compris sa subversion des logiciels antivirus, des voitures, des téléviseurs intelligents et des iPhones. Le directeur de la CIA, Pompeo, a lancé une campagne de représailles. Il est désormais de notoriété publique que, sous les ordres explicites de Pompeo, la CIA a élaboré des plans pour m'enlever et m'assassiner au sein de l'ambassade d'Equateur à Londres et autoriser la poursuite de mes collègues européens, nous soumettant à des vols, des attaques informatiques et la diffusion de fausses informations.

Ma femme et mon fils en bas âge ont également été pris pour cible. Un agent de la CIA a été assigné en permanence à la filature de ma femme. Des instructions ont été données pour obtenir de l'ADN sur la couche de mon fils de six mois. C'est le témoignage de plus de 30 responsables actuels et anciens des services de renseignements américains qui ont parlé à la presse américaine, ce qui a été corroboré par les dossiers saisis et les poursuites engagées contre certains des agents de la CIA impliqués. La CIA me cible, ainsi que ma famille et mes associés, par des moyens agressifs, extrajudiciaires et extraterritoriaux. Cela donne un aperçu rare de la manière dont les puissantes organisations de renseignement se livrent à la répression transnationale. De telles répressions ne sont pas uniques. Ce qui est unique, c'est que nous en savons pas mal de choses sur ses mécanismes. Grâce à de nombreux intermédiaires soutenant notre cause et à des enquêtes judiciaires en Espagne. Cette assemblée n'est pas étrangère aux abus extraterritoriaux de la CIA. Le rapport révolutionnaire de APCE sur les enlèvements extra-judiciaires de la CIA en Europe a révélé comment la CIA a géré des centres de détention secrets et procédé à des enlèvements illégaux sur le sol européen, en violation des droits de l'homme et du droit international.

En février de cette année, la source présumée de certaines de nos révélations sur la CIA, l'ancien agent de la CIA *Joshua Schultz,* a été condamné à 40 ans de prison dans des conditions d'isolement extrême. Ses fenêtres sont occultées et une machine à bruit blanc fonctionne 24 heures sur 24 au-dessus de sa porte, de sorte qu'il ne peut même pas crier à travers. Ces conditions sont plus dures que celles de Guantanamo. Mais la répression transnationale se fait aussi par le biais de procédures judiciaires abusives.

L'absence de mesures de protection efficaces contre ce phénomène signifie que l'Europe est faible quant à sa défense contre le détournement de ses traités d'entraide judiciaire par des puissances étrangères pour s'en prendre aux voix dissidentes en Europe.

Dans les mémoires de Michael Pompeo, que j'ai lues dans ma cellule, l'ancien directeur de la CIA se vante d'avoir fait pression sur le procureur général des Etats-Unis pour qu'il engage une procédure d'extradition contre moi en réponse à nos publications sur la CIA. En effet, accédant aux demandes de Pompeo, le ministre de la Justice des Etats-Unis a rouvert l'enquête contre moi qu'Obama avait close et a de nouveau arrêté Chelsey Manning, cette fois en tant que témoin, et elle

suite page 7

Récolte des olives en Palestine – dans des circonstances extrêmes

Etat des lieux dans d'un pays occupé

par Cara Mariana

Je publie cette mise à jour depuis la ville al Khakil (aussi connue sous le nom de Hebron) située en Palestine occupée, où je suis en route depuis le 23 octobre 2024 et où j'ai pu m'entretenir avec les gens qui vivent, de jour en jour, ce qu'ils me montrent et commentent. Le voyage a été financé par ce qui restait des dons d'une campagne GoFundMe de cette année. Un grand merci à tous ceux qui m'ont rendu possible ce deuxième état des lieux et de ses habitants en Palestine de cette année si dévastatrice.

20 novembre – C'est traditionnellement le temps de la récolte des olives en Cisjordanie. La récolte annuelle dure deux mois, de la mi-octobre jusqu'à la mi-décembre. Les olives font partie des produits agricoles les plus importants pour les familles palestiniennes dépendant existentiellement des olives et de l'huile d'olive comme aliment de base. La production de l'huile d'olive est décisive pour le bien-être économique des communes et des familles dont la vente de l'huile excédentaire constitue presque la seule source de garantir un revenu pour la famille. Sans cette injection financière annuelle les familles tomberaient dans la pauvreté dont souffriraient des communautés entières.

A l'ombre de la violence

Avec l'extension des colonies illégales en Cisjordanie, la saison de la récolte est de plus en plus en proie à la violence. Les habitants des villages sont harcelés, chassés de leurs terres et victimes des tirs des colons, souvent sous les yeux des forces d'occupation israéliennes qui ne réagissent pas. J'ai passé la journée du 23 octobre au village al Mughayyr dans le gouvernement de Ramallah. Depuis le 7 octobre de l'année passée, les habitants du village ne peuvent plus atteindre les oliveraies entourant leur commune. Ceux qui s'approchent des terres risquent de se faire atteindre de tirs.

Cet après-midi, nous avons profité de l'occasion, en prenant une route étroite et poussiéreuse qui nous conduisit dans les bois et les terres en labour. Depuis là nous pouvions voir la route principale pavée qui traverse la vallée fertile. La route est maintenant fermée pour les Palestiniens, pavoisée de drapeaux israéliens incontournables. Sur une proche colline je discerne un poste avancé illégalement et un mirador avec un autre drapeau au sommet. C'est depuis cette colline que les colons surveillent les champs en permanence. Cette colline leur permet de descendre rapidement dans la vallée et de chasser les Palestiniens essayant de récolter leurs olives.

Un olivier romain en Cisjordanie, planté entre 63 avant Jésus-Christ et 66 après Jésus-Christ. (photo Cara Marianna)

«Avec l'extension des colonies illégales en Cisjordanie, la saison de la récolte est de plus en plus en proie à la violence. Les habitants des villages sont harcelés, chassés de leurs terres et victimes des tirs des colons, souvent sous les yeux des forces d'occupation israéliennes qui ne réagissent pas.»

Al-Mughayyr

Al Mughayyr est une commune éloignée et menacée, souvent attaquée par les colons la pillant le jour et par les I.O.F. (*International Occupying Forces)* qui, elles, préfèrent terroriser les gens la nuit. 70 pourcent des surfaces agricoles d'al-Mughayyr – oliveraies, vignobles, champs de blé, amandiers, champ de légumes et serres – sont inaccessibles depuis le mois d'octobre de l'année passée. C'est donc la deuxième année de suite que les habitants du village se voient bloquer l'accès à leurs olives. Lorsque nous traversons les champs délaissés, notre guide du village, un homme du nom de *Kathem,* arrête la voiture et me prie de le prendre en photo devant ses terres – des terres où les restes des raisins, des olives et du blé témoignent tristement de leur abandon, desséchés et pourris.

Je prends trois photos de Kathem, debout et fier, à l'expression faciale stoïque devant ses champs de blé desséchés. Pendant que je prends ces photos, les autres de notre équipe jettent constamment des regards nerveux en arrière, en direction du poste avancé. Notre position dénuée de toute sécurité nous oblige de nous retirer. Nous remontons dans la voiture pour rentrer, dans la sécurité précaire qu'offre le village.

Actuellement donc, tout ce qui reste des terres à Kathem est une de mes fotos..

C'est la réalité pour un grand nombre de Palestiniens habitant la campagne, avec leurs terres menacées par les colonies illégales dont l'étau se resserre toujours plus sur eux. En Cisjordanie, tout a pris une tournure désespérante depuis l'attaque du Hamas l'année passée. Dans le village de Battir – une région connue pour ses terrasses agricoles historiques déclarées par l'Unesco comme héritage culturel mondial – depuis l'octobre passé, les I.O.F. ont érigé un poste de contrôle à l'entrée et sortie par la route principale, seul accès aux champs et aux Oliveraies. Une année plus tard, en cette saison de récolte, le point de contrôle est toujours en fonction. Comme l'année passée, les I.O.F. ne donnent aux agriculteurs palestiniens que trois jours pour rentrer dans leurs champs et pour récolter les olives. Normalement, une famille a besoin de deux semaines pour cette tâche. Plus d'une fois, les agriculteurs sont arrivés, le jour et à l'heure convenue, pour apprendre que le portail aurait «dû rester clos».

Vendredi passé, au village de Tarqumiyah, dans le gouvernement de Hebron, on a chassé les familles palestiniennes de leurs oliveraies et on a volé toutes les olives récoltées. Ensuite on a détruit les olives. Comme Kathem m'avait dit, lors de notre première rencontre en mai: «Ils sont faits pour détruire, c'est pour cela qu'ils sont là. Ce sont des machines à détruire. Ils tuent, ils volent, ils prennent tout. Tous les hommes sur terre veulent la paix et la stabilité. Eux non, ils ne le veulent pas.» Et de conclure: «Eux, ils sont là pour tuer et pour voler.»

Les années passés, des centaines de volontaires internationaux sont venus soutenir les habitants pendant la récolte des olives, créant ainsi de la «présence protectrice» face aux colons. Mais face au génocide US-israélien qui sévit toujours dans la Bande de Gaza, les bombardements au Liban et les menaces constantes d'une plus grande guerre régionale entre l'Iran et Israël, la plupart des activistes et les bénévoles internationaux font défaut. Ainsi abandonnés, les Palestiniens sont encore plus exposés aux agressions qui se poursuivent. •

Sources:

h*ttps://westbankalerts.substack.com/p/the-olive-unharvest-season?utm_campaign=post&utm_medium=web* du 20/11/2024

(Traduction de l'anglais *Horizons et débats)*

* *Cara Marianna* est auteur et coéditrice de *The Floutist*, un bulletin d'information en ligne qu'elle publie avec son mari *Patrick Lawrence (https://thefloutist.substack.com/*). Cara Marianna publie également sa propre newsletter intitulée *Winter Wheat (https://winterwheat.substack.com/)*. Elle est artiste et titulaire d'un doctorat en études américaines. Au printemps et en automne 2024, elle s'est rendue en Palestine et a commencé sa série «Voix de Palestine». Soutenez son travail en vous abonnant à *Winter Wheat* ou en faisant un don (paypal). Contact: *winterwheat7@gmail.com.*

«Je suis libre …»
suite de la page 6

a été détenue en prison pendant plus d'un an, avec une amende de 1 000 dollars par jour, dans une tentative officielle de la contraindre à fournir un témoignage secret contre moi. Elle a fini par tenter de se suicider.

On pense généralement à des tentatives visant à forcer des journalistes à témoigner contre leurs sources. Mais Manning était désormais une source forcée de témoigner contre le journaliste. En décembre 2017, le directeur de la CIA Pompeo a obtenu gain de cause et le gouvernement américain a émis un mandat d'extradition au Royaume-Uni. Le gouvernement britannique a gardé le mandat secret pendant deux ans, tandis que lui-même, le gouvernement américain et le nouveau président de l'Équateur s'efforçaient de définir les motifs politiques, juridiques et diplomatiques de mon arrestation. Lorsque des nations puissantes se sentent en droit de prendre pour cible des individus au-delà de leurs frontières, ces individus n'ont aucune chance de s'en sortir à moins que des mesures de protection solides ne soient mises en place et qu'un Etat soit disposé à les faire respecter. Aucun individu n'a l'espoir de se défendre contre les vastes ressources qu'un Etat agresseur peut déployer.

Cas de précédent dangereux

Comme si la situation n'était pas déjà assez mauvaise, dans mon cas, le gouvernement américain a adopté une nouvelle position juridique mondiale dangereuse. Seuls les citoyens américains ont le droit à la liberté d'expression. Les Européens et les autres nationalités n'ont pas ce droit, mais les Etats-Unis affirment que leur loi sur l'espionnage s'applique à eux, où qu'ils se trouvent. Les Européens en Europe doivent donc obéir à la loi américaine sur le secret sans aucune défense. Pour le gouvernement américain, un Américain à Paris peut parler de ce que fait le gouvernement américain. Peut-être, mais pour un Français à Paris, le faire est un crime sans défense. Et il peut être extradé, tout comme moi. Maintenant qu'un gouvernement étranger a officiellement affirmé que les Européens n'avaient pas le droit à la liberté d'expression, un précédent dangereux a été créé. D'autres Etats puissants suivront inévitablement l'exemple. La guerre en Ukraine a déjà vu la criminalisation des journalistes en Russie. Mais si l'on se base sur le précédent établi par mon cas, rien n'empêche la Russie ou tout autre Etat de cibler les journalistes, les éditeurs ou même les utilisateurs des réseaux sociaux européens en prétendant que leurs lois nationales sur le secret professionnel ont été violées.

Les droits des journalistes et des éditeurs au sein de l'espace européen sont donc gravement menacés. La répression transnationale ne peut pourtant pas devenir la norme. En tant que l'une des deux grandes institutions mondiales chargées de définir les normes, l'APCE doit agir.

La criminalisation des activités de collecte d'informations constitue une menace pour le journalisme d'investigation partout dans le monde. J'ai été formellement condamné par une puissance étrangère pour avoir demandé, reçu et publié des informations véridiques sur cette puissance. Alors que je me trouvais en Europe. La question fondamentale est que les journalistes ne doivent pas être poursuivis pour avoir fait leur travail. Le journalisme n'est pas un crime. C'est un pilier d'une société libre et informée.

Plus jamais!

Monsieur le Président, distingués délégués, si l'Europe veut avoir un avenir où la liberté de parole et la liberté de dire la vérité ne soient pas des privilèges réservés à certains, mais des droits garantis à tous, alors elle doit agir. Pour que ce qui m'est arrivé n'arrive plus jamais à personne d'autre.

Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à cette assemblée, aux conservateurs, aux sociaux-démocrates, aux libéraux, à la gauche, aux écologistes et aux indépendants qui m'ont soutenu tout au long de cette épreuve et aux innombrables personnes qui ont milité sans relâche pour ma libération. Il est encourageant de savoir que dans un monde souvent divisé par l'idéologie et les intérêts, il existe toujours un engagement commun en faveur de la protection des libertés humaines essentielles.

La liberté d'expression et tout ce qui en découle se trouvent à une croisée des chemins dangereuse. Je crains que si des institutions comme l'APCE ne prennent pas conscience de la gravité de la situation, il ne soit trop tard. Engageons-nous tous à faire notre part pour garantir que la lumière de la liberté et de la quête de la vérité perdurent et que les voix du plus grand nombre ne soient pas réduites au silence par les intérêts d'une minorité.

Julian Assange

Source:

Conférence de *Julian Assange,* tenue devant l'Assemblée parlementaire du Conseil d'Europe, le 1er octobre 2024, à Strasbourg, v. *https://x.com/wikileaks/status/184106487981955522*

Suivre la conférence avec les introductions et le débat sur *https://youtube.com/live/Mq85IZMei*

(Traduction de l'anglais par *Horizons et débats)*

Au Mexique, des enseignants universitaires appellent au boycott des universités israéliennes

gl. 1 500 employés répartis sur une vingtaine d'universités mexicaines, dont l'UNAM, la prestigieuse université publique, ont signé, pour protester contre le génocide en Palestine, un appel au boycott des universités israéliennes. Cet appel exige que soit interrompue toute relation avec les universités israéliennes partenaires. L'appel insiste sur ce que notamment les universités ou établissements d'enseignement, nul ne peut rester neutre face à l'injustice. Dès le 7 novembre, l'une des principales institutions de recherche, le *Colmex* (*Colegio de México)*, a suspendu pour une durée illimitée ses accords de coopération avec l'*Université hébraïque de Jérusalem* (HJU).

L'appel affirme que les universités israéliennes ont apporté, de diverses manières, leur soutien aux crimes contre l'humanité perpétrés par le gouvernement israélien. Par exemple, l'*Université hébraïque de Jérusalem* a participé à des programmes d'éducation destinés au commandement de l'armée et aux services secrets. De nombreuses universités dans le monde auraient déjà interrompu leurs relations avec des universités israéliennes, notamment l'Université de Barcelone et l'Université Libre de Bruxelles.

Source: *https://ljz.mx/03/12/2024/docentes-de-upn-colmex-unam-y-uam-exhortan-a-un-boicot-academico/* du 3.12.2024

(Traduit de l'espagnol *Horizons et débats)*

«Enfin! Apprendre à nouveau en se concentrant»

de Wolfgang Ley, Cologne

C'est sous ce titre que le «Kölner Stadtanzeiger» (grand quotidien de Cologne) a récemment publié un article sur les écoles colonaises ayant eu recours à interdidiction des téléphones pendant les heures d'enseignement et appliquant cette mesure de manière conséquente.

Au vu des nombreux et graves problèmes causés par l'utilisation des médias à écran chez les enfants et les adolescents pendant les cours, le personnel didactique ayant préservé son orientation pédagogique se réjouit de l'écho d'enseignants, de parents et d'élèves engagés pour une école digne de ce nom, collaborant avec succès pour endiguer les dégâts.

Dans une Realschule (école secondaire à options pratiques) de Cologne-Godorf, au début de la première leçon matinale, les smartphones de tous les élèves sont enfermés dans une armoire métallique inaccessible pendant les cours. L'après-midi, lorsque les cours sont terminés, les appareils sont rendus. Les élèves nomment les armoires contenant leurs trésors leurs «hôtels-portables».

«Bien sûr, c'est exigeant à mettre en place une telle mesure qui fonctionne», explique le directeur de l'école. «Mais nous avons trouvé un accord, tous ensemble, de prendre ce problème au sérieux. A mon avis, toute école qui n' aborde pas le sujet de l'emploi des portables pendant les temps de l'enseignement cultive la négligeance»

L'emploi des portables est une entrave à l'enseignement

Selon le «Kölner Stadtanzeiger», toutes les directions d'école s'occupant sérieusement du problème ont fait les mêmes observations: La capacité de concentration des élèves ne cesse de diminuer et il devient de plus en plus difficile de dispenser un enseignement nécessitant une grande attention.

De nombreuses écoles de Cologne, poursuit le journal, ont donc introduit dans leurs règlements, une limitation de l'emploi des téléphones portables, mesure pourtant difficilement applicable tant que les appareils restent à la portée des élèves. Seule la remise temporelle ou celle sous clé s'est avérée être une méthode fiable.

Au collège de Cologne-Godorf, un long «processus démocratique» a été nécessaire pour que la direction, les parents et les enseignants se prononcent finalement en faveur de l'interdiction. Les représentants des élèves ont voté contre, car l'interdiction s'applique également aux élèves des classes de la 9e et 10e année scolaire. Malgré cela, la représentants des élèves ont dit oui à la réglementation adoptée.

La mesure a des effets bénéfiques pour les élèves

Elif et *Rania*, en terminale, décrivent ainsi ce qu'ils ont observé, depuis l'introduction de l'interdiction des téléphones portables, à la cour de récréation: «Notamment les plus jeunes parmi nous jouent à nouveau ensemble – des jeux de rattrapage, de course, etc. Tout le monde est beaucoup plus en mouvement ou accroupi pour s'entretenir ensemble.» Le directeur de l'école ajoute que le prêt de jeux de société offert de son école a repris son élan après l'interdiction des portables et est entretemps «en plein essor». Les enseignants sont soulagés et affirment qu'il est devenu beaucoup plus facile de concentrer l'attention des classes sur les matières.

«La tâche», une sculpture en bronze de Hans Klakow (1899–1993) dans le Dolgenseepark à Berlin-Lichtenberg, rend compte de la résolution d'un problème en commun, en pleine concentration. (photo Wikimedia Commons)

Le directeur par intérim d'un lycée de Cologne-Deutz considère le fait de limiter l'accès aux téléphones portables dans son école comme une aide essentielle pour les élèves, mesure qui leur permet de se concentrer plus facilement. Et d'ajouter de manière autocritique: «Nous remarquons déjà parmi nous, adultes, à quel point il est difficile de ne pas réagier aussitôt à un message, notamment si le portable est à portée de main.»

Le lycée de Neustadt-Nord, lui, a trouvé une autre solution administrative: Les téléphones portables restent avec les élèves, mais sont placés, le matin, dans des étuis munis d'une fermeture magnétique. Celle-ci est conçue de sorte qu'elle ne peut être rouverte par un enseignant que l'après-midi, à la fin des cours. Avec cette solution, il n'est pas nécessaire de s'occuper des questions sur le plan juridique (risques de responsabilité), écrit le quotidien.

Un lycée de Cologne-Widdersdorf interdit les téléphones portables même lors des sorties scolaires de plusieurs jours. «A celui qui a tout de même son smartphone sur lui, l'excursion est terminée», explique la directrice de l'école, qui plaide pour des règles claires et des actions cohérentes à ce sujet. Elle se montre convaincue de la valeur du temps gagné que les enfants passent ensemble. Les parents n'ont pas à s'inquiéter pour leurs enfants pendant la sortie scolaire, la communication passe par les enseignants accompagnateurs. La directrice de l'école souligne que l'éducation aux médias ne peut pas être assurée par les écoles seules, les parents ayant également leur rôle à jouer. En tant qu'école, on se forme en permanence et on aborde le sujet en classe, «mais au final, nous avons une mission éducative commune», dit-elle

Diminution remarquable des pressions sociales

La représentante des parents d'élèves du lycée se montre reconnaissante de l'attitude cohérente de l'école en ce qui concerne l'emploi du téléphone portable. Elle constate que cela a également un effet positif sur l'emploi du portable de sa fille pendant ses loisirs. Comme son fils fréquente une école sans «ligne d'orientation en matière de téléphones portables», elle estime l'impact positif des mesures.

Avec le recul, la présidente des représentants des élèves de la même école est «plutôt contente» des règles claires de son école, qui l'ont aidée à «intérioriser une utilisation plus raisonnée du téléphone portable».

Pour finir, l'article fait référence à un projet à Solingen, où toutes les écoles secondaires, les associations de parents d'élèves et le service psychologique scolaire de la ville se sont associés pour tenir tous les élèves de cinquième année, à l'écart, le plus longtemps possible, de ce que l'on appelle les «médias sociaux». A partir de la prochaine année scolaire, dans les 42 écoles participantes, l'accès aux médias sociaux sera proscrit aux élèves de cinquième année. Le quotidien souligne que la pression sociale à laquelle sont exposés nos jeunes, notamment au travers de leur portable, tend vers zéro «à condition que tout le monde participe».

Expériences nordiques

Il est également intéressant de noter que l'idée de «l'hôtel des téléphones portables» a été conçue au Danemark et qu'elle est mise en œuvre avec succès dans d'autres pays scandinaves, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. «Il est remarquable à cet égard, comme dit l'article cité, que c'est précisément au Danemark, considéré comme le pays le plus avancé en matière de numérisation dans l'enseignement, que le ministère de l'éducation a recommandé aux écoles d'interdire l'utilisation des smartphones en raison du risque élevé de distraction.»

Tout cela est confirmé par un article, paru dans le «Süddeutsche Zeitung», en février de cette année. Sous le titre «Enttäuschte Liebe» (amour déçu), il décrit le désenchantement qui s'est emparé du système éducatif danois face aux «effets secondaires indésirables» d'une numérisation complète des écoles.

Des couronnes pour des livres

Dans les écoles danoises, on a «investi tôt et partout dans la modernisation de l'infrastructure pédagogique», c'est-à-dire que dans de nombreuses écoles primaires, chaque enfant dispose d'un ordinateur portable. En revanche, «on ne trouve plus aucun livre». Les associations d'enseignants danoises ont tiré la sonnette d'alarme car, dans de nombreuses classes, il n'est plus possible de travailler de manière concentrée. Le ministre danois de l'Enfance et de l'Education, *Mattias Tesfaye,* a déclaré dans une interview au quotidien cité que les écoles devaient «reconquérir la salle de classe en tant qu'espace éducatif». Il avait déjà demandé pardon aux jeunes Danois pour les avoir transformés en «cobayes d'une expérience numérique» dont «nous ne pouvons pas mesurer l'ampleur et les conséquences». Les écoles se sont trop longtemps soumises aux grands groupes technologiques et la société a été trop «fascinée» des merveilles du monde numérique.

En toute logique, le premier point des «Recommandations pour l'utilisation des écrans dans les écoles primaires», publiées par le ministère de Mattias Tesfaye, est le suivant: «La direction de l'école donne l'orientation pour l'utilisation des écrans à l'école.»

En outre, ils préconisent de créer des écoles exemptes de téléphones portables et de n'utiliser les médias à écran que si cela est «judicieux du point de vue didactique et pédagogique». Les tablettes et les ordinateurs devraient être rangés s'ils ne sont pas utilisés en classe. Les écoles devront se munir de suffisamment d'espace en faveur de l'apprentissage analogique et utiliser «l'environnement physique de l'école» pour «créer des alternatives attrayantes envers l'utilisation automatisée des écrans». Le ministère a émis des recommandations identiques pour les centres de loisirs au Danemark.

L'article du «Süddeutsche Zeitung» se termine par l'indication qu'une partie de la coalition gouvernementale danoise a déjà annoncé la mise à disposition de «quelques centaines de millions de couronnes» consacrées à un nouvel équipement de «toutes les écoles – de ce que l'on nomme des livres». •

Sources:
https://www.ksta.de/koeln/immer-mehr-koelner-schulen-verbannen-handys-aus-dem-klassenzimmer-896695
https://www.sueddeutsche.de/politik/digitalisierung-daenemark-schule-handy-pisa-tablet-1.6344670
https://www.uvm.dk/aktuelt/nyheder/uvm/2024/feb/240205anbefalinger-om-skaermbrug-klar-til-grundskoler-og-fritidstilbud

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

Courrier des lecteurs

Notre voyage en Russie

Nous sommes un couple de retraités qui, grâce à l'Association des Amis du Caucase, avons pu voyager pendant deux semaines à travers la Russie en septembre 2024. Le voyage en groupe nous a conduits à Kaliningrad, Saint-Pétersbourg, Iaroslavl, Souzdal, Vladimir, Moscou, Kaluga, en passant par Gdansk, et s'est terminé par une visite de l'exploitation «Schweizer Milch» dans la région de Kaluga, entreprise de produits laitier dirigé par un ressortissant suisse. Ce que nous avons vécu et expérimenté à cette occasion est à la fois impressionnant et inoubliable. Ce qui nous a frappés chez nos interlocuteurs, c'est la politesse et la disponibilité dont nous avons bénéficié en tant qu'étrangers occidentaux ne maîtrisant pas la langue. Une chose est sûre: la plupart des informations que nous lisons et entendons sur la Russie et ses habitants sont fausses ou ne représentent qu'une vérité tronquée de moitié. Si l'on veut se faire une idée réaliste de la situation, il faut se rendre sur place.

Heidi und Hans Jordi, Braunau TG
(Traduction *Horizons et débats)*

A propos du rejet de l'Initiative sur la neutralité

En communiquant récemment son rejet de «l'Initiative populaire sur la neutralité suisse», le Conseil fédéral a ramené la définition de la neutralité à une doctrine d'«ajustements flexibles» en fonction des conjonctures de pouvoir externes. Selon lui, toute guerre ou tout conflit résulterait de «contextes variables auxquels il faudrait s'adapter en fonction de la situation». Le Conseil fédéral entend par là l'abandon des principes de neutralité au cas par cas. Au lieu de chercher à résoudre les conflits, il vaudrait mieux, selon Berne, s'en accommoder et se ranger aux côtés d'une des parties en conflit lorsque la position neutre n'est «plus tenable». Ce qui revient tout bonnement à céder aux pressions d'une des parties belligérantes et à prendre parti en faveur de la partie censée être dans son bon droit. Or, les parties impliquées dans le conflit qui «ont créé l'événement» ne voient aucun intérêt à négocier sur les causes profondes du conflit et les enjeux de la guerre. Elles craignent et combattent la raison éclairante et la position neutre. Plus elles parviennent, grâce à des «soft skills», à présenter de manière réductrice les intérêts de leur adversaire, plus le motif invoqué en faveur du déclenchement de la guerre et sa justification paraissent dépourvus de toute alternative.

Les avantages de la neutralité consistent en revanche à se positionner clairement en dehors des conflits armés «volatils» et – dans la tradition des bases acquises des théoriciens des Lumières – à résoudre les conflits non pas par le recours aux armes, mais par la diplomatie et la négociation. Au centre de cette négociation, l'objectif est donc de déterminer les causes et la génèse dont est issu le conflit. La position de neutralité n'est rien d'autre qu'une approche fondamentale – selon le principe fondateur des Lumières européennes – consistant à se comporter dans la même attitude que celle exigé de son vis-à-vis.

Dans le contexte des tensions actuelles, la neutralité par principe et maxime de l'Etat reste à la fois la base et la précondition sur la voie favorisant la paix dans le monde.

Hans Bieri, membre du Comité d'initiative sur la neutralité suisse
(Traduction *Horizons et débats)*